2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2,80 DH

Combat

SOCIALISTE

N°31
MERCREDI 8 AVRIL 1981

François Mitterrand : le charbon, énergie de demain

(PAGE 3)

Les socialistes en campagne

La bataille se gagne dans les entreprises

(PAGE 5)

Au congrès du PC tchécoslovaque

LES COMMUNISTES HOLLANDAIS CLAQUENT LA PORTE

(PAGE 7)

Coupes d'Europe de football

Ah! si l'on avait aussi du beau jeu!

(PAGE 12)



GISCARD DOUTE ET VOCIFERE

Le candidat sortant trouve que les vents de l'opinion lui sont contraires. Devant la perspective d'une défaite, il hausse le ton et oublie qu'il avait promis « une campagne digne ». (PAGE 3)

Les prix boivent la tasse

Plus de boissons pilotes depuis le 6 avril. Le gouvernement a libéré leurs prix.



DEPUIS lundi, le prix des boissons pilotes a été libéré. Les cafetiers-limonadiers peuvent fixer comme ils l'entendent le montant de la consommation du verre de lait ou d'eau minérale, du demi pression ou de la limonade, des jus de fruits ou du « petit noir ». Certains ont déjà fait passer le prix de ce dernier de 1,70 franc à 2,50 francs, soit une hausse de 47 %...

Pis, certains cafetiers pratiquent des ententes sur les nouveaux prix. A Metz, par exemple. Ce qui a déterminé les propriétaires d'un restaurant de la ville à afficher — pendant une semaine, toute audace a ses limites — le café à 1 franc, s'inspirant de l'exemple du boulanger de La Ciotat.

Lorsque ce dernier avait affiché la baguette à 1 franc, le gouvernement s'en était félicité, s'attendant que le mouvement gagne toute la France. A part une ou deux dizaines d'émules dans quelques villes, le mouvement s'est enlisé sous la pression des concurrents.

En somme, on a nettement l'impression que le gouvernement, incapable de maîtriser la hausse des prix, a jeté l'éponge. Trop facile de jouer les Ponce Pilate en faisant porter aux commerçants la responsabilité de la situation.

La libération des prix, lancée en juillet 1978, devait créer un « marché de saine concurrence » et permettre aux entreprises de reconstituer leurs marges, grâce auxquelles elles étaient censées accroître leurs investissements. Or, sur les deux plans, c'est un échec.

D'une part, la concurrence n'a pas joué. A-t-on vu des prix baisser ou stagner durablement, en dehors des campagnes de « baisse exceptionnelle » ou de « crédit gratuit » ? Autant de publicités mensongères. Elles trompent d'ailleurs de moins en moins les consommateurs. Au contraire, les prix n'ont cessé d'augmenter et, circonstance aggravante, deux fois plus que chez notre principal partenaire commercial, l'Allemagne fédérale. Au total, les prix français ont doublé pendant le septennat.

D'autre part, si les entreprises ont amélioré leurs bénéfices, elles ont préféré se libérer partiellement de leurs dettes et constituer des réserves plutôt que d'investir. Ainsi, en 1979, une année après la libération des prix, alors que le revenu disponible brut des sociétés privées avait augmenté de 5,8 %, leurs investissements ont stagné : exactement 0 %.

Le zéro absolu : sur le plan économique, c'est bien le bilan du septennat de Giscard d'Estaing.

Guy de FARAMOND

(PAGE 6)

POLITIQUE HEBDO

Nouvelle série n° 1

IL FAUT UNE AUTRE VOIX A LA GAUCHE

Au sommaire :

Giscard, ou la stratégie [illegible] d'Ornesson

PCF : un tourbillon tou[illegible] par Gilbert Soubiral

Réflexions sur la campag[illegible] par Jack Lang

Cinq leçons polonaises [illegible]

Illustration sans défense [illegible] par Alexandre Adler

L'Anarchisme français [illegible]

De Sorbonne en Gomorrh[illegible] par Henri Meschonnic

Une nouvelle mediat[illegible] des chroniques politiques [illegible]

A partir du lundi 30 mars dans vos kiosques
24 pages 5 francs

VU DE BOURGOGNE

Une petite ligne en deuil

ROUGE et jaune, avec sa motrice et ses deux wagons, la micheline accomplit trois fois par jour, consciencieusement, son aller-retour entre Dijon et Nevers. Elle s'ébranle sur le quai n° 1 de la capitale de la Bourgogne, traverse les faubourgs dijonnais puis s'éloigne vers les vignes de Beaune et pénètre dans la région minière du Creusot, avant de retrouver les collines verdoyantes du pays de l'Arroux et les prés humides du Val de Loire. A Nevers, elle décharge tranquillement ses derniers voyageurs.

Les familiers de la micheline sont des ouvriers se rendant des villages où ils habitent aux usines des cités urbaines où ils travaillent, des ménagères qui vont se ravitailler dans les gros bourgs à supermarché, et surtout des adolescents, drainés, chaque jour, de leur campagne vers les collèges et les lycées des villes proches. A Luzy, monte un petit groupe bavard :

« *J'espère qu'elle va pas en faire des siennes, cette « bousille »*, dit un garçon en jean. *Que d'accidents depuis janvier! A Paris, en banlieue, à Lyon, et maintenant, dans notre coin. On n'est plus tranquille nulle part, même dans notre micheline.*

— *Deux morts, c'est lourd*, constate sa voisine. *Il paraît que les syndicats reclament des mesures de sécurité. Ce ne serait pas un luxe.* »

Je comprends qu'ils font allusion au drame survenu à Beaune le 20 mars : le heurt entre deux motrices et un convoi de citernes pleines d'essence a fait deux victimes. Or, Beaune se trouve sur notre petite ligne.

A Etang, les jeunes descendent. Deux ouvriers en salopette bleue montent dans le compartiment. Le plus jeune lance un coup d'œil sur le *Journal du Centre* qu'il a déplié sur ses genoux :

« *Qu'est-ce que tu en penses, toi, de ce regroupement Usinor-Creusot?*

— *Il faut s'y attendre, cela se traduira encore par des licenciements* », répond l'autre.

Quelques minutes plus tard, les ouvriers se lèvent. Par la portière, on aperçoit des baraquements noirs et de hautes cheminées. Le Creusot est aussi sur notre petite ligne et, décidément, ce matin-là, dans l'air aigrelet des premiers jours du printemps, le baromètre n'était pas à la joie.

Marilène CLÉMENT

Météo

Nuageux avec éclaircies



Mardi : toujours des nuages avec des éclaircies localement belles. Températures en légère hausse.

Mercredi : nuageux et doux. Des orages en montagne. Des ondées avec des éclaircies près des côtes. Températures sans grands changements.

Abonnez-vous à «Combat socialiste»

De la viande, des fraises et des cornichons

Dans le coin où je vis, où les cultivateurs produisent principalement de la viande, des fraises et des cornichons, je prétends que nombre de ces paysans — la majorité — meurent, même à quatre vingts-ans et plus, sans avoir une seule fois dans leur vie voté, sur le plan national, pour leurs intérêts.

Ils ont certes voté pour des passions, des préjugés, des habitudes, des accoutumances... Pour leurs intérêts, pas une seule fois. C'est une performance. Il faut la faire. Son affirmation paraîtra à beaucoup, au premier mouvement, irrecevable. Et pourtant... !

Qu'est-ce qu'un paysan au niveau socio-professionnel ? Quelqu'un qui produit et vend des choses qui se mangent, c'est-à-dire des choses vitales, les plus indispensables à la vie et desquelles nul humain ne peut se passer, en toute priorité. Au commencement était la bouffe...

Il en résulte avec une évidence aveuglante que la première préoccupation de ces producteurs-vendeurs devrait être de trouver en face d'eux le plus vaste marché possible de consommateurs solvables, c'est-à-dire un besoin et une demande de consommation fondés sur le plus grand nombre possible de demandeurs et sur leur capacité de payer.

Il est tout aussi aveuglant que ce marché, cette demande-là, seule la classe la plus nombreuse de la société, en gros les salariés et tous ceux qui ont à peu près leur niveau social, peut la fournir. Ils sont incontestablement le nombre... Ne leur manque que les moyens suffisants de payer.

Ainsi est mise en lumière l'aberration du comportement électoral d'une majorité de paysans. Ils votent à tout coup pour la minorité bien nourrie dont ils n'ont que faire de plus que ce qu'ils font depuis toujours : lui assurer la suffisance contre la grande masse des frustrés, à des degrés divers, dont ils ont un impérieux besoin.

Il faut donc en prendre conscience. Il n'y aura pas de développement de la consommation alimentaire (il en irait différemment pour d'autres objets, comme des Vlaminck, des robes de Dior, des fourrures ou des diamants centrafricains...), sans transfert de pouvoir d'achat de la minorité possédante, pour qui votent de nombreux paysans, à l'énorme majorité sociale qui est toute prête, pourvu qu'on lui en donne les moyens, à manger davantage de viande, de fraises et de cornichons.

Transférer du pouvoir d'achat par un transfert de votes. C'est judicieux économiquement. C'est moral. Si la morale, l'économie, les paysans et les consommateurs (ça fait beaucoup !) ont intérêt à l'affaire, faudra-t-il longtemps encore l'ignorer ? Propagande socialiste, réveille-toi !

A. S.
Brive

N'oubliez pas les soldats

Pourquoi, aux portes de l'an 2000, existe-t-il des militaires « sans parole » ?

Nous aussi, nous sommes présents !

Nous aussi, nous voulons être considérés comme des hommes à part entière. Ne nous oubliez plus...

Dans cette voie de garage, nous vivons en marge de la société ; absents des pensées du grand public. Celui-ci ne pense à l'armée qu'à une seule époque de la vie, celle où, dans sa famille, le fils chéri ou pas s'en va accomplir, comme on dit, son devoir, son service national. Avant, on en parle peu, pendant, beaucoup, mais, après, plus du tout. Enfin, ce qui est le plus grave, c'est que dans tous les grands moyens de communications (télévision, journaux, radios) on ne parle que de désarmement, antinucléaire, ou encore de casques bleus, de militaires envoyés en pays étrangers (Tchad, Liban).

Mais où est passé ce soldat vivant en France pour lequel on n'a jamais fait grand-chose ? Dans tous les dialogues, toutes les rubriques auxquels les jeunes participent et où ils prennent la parole, il n'y a jamais ou presque de militaires. Comment expliquez-vous cela ? On oublie un peu vite que tous ces jeunes étaient des travailleurs, des étudiants, des militants pour certains, et qu'ils le seront de nouveau après.

Mais pendant ces douze mois de notre vie, on nous oublie. Tout cela n'est pas normal ; nous aussi on voudrait bouger, s'exprimer.

Enlevez de la tête des gens que nous voulons abolir l'armée. Nous voulons seulement ne pas être oubliés. Ce n'est pas seulement en écrivant des cartes postales aux candidats à la présidence (six mois avant les présidentielles) que l'on arrivera à quelque chose de vraiment positif ; pour eux, oui.

Ne suffirait-il pas d'informer les gens sur ce qui se passe vraiment ? Il n'y a pas que des aviateurs qui se tuent, des grandes manœuvres, des légionnaires qui violent, des bidasses qui boivent, qui courent les filles. Beaucoup d'autres vivent, mais une drôle de vie. Où les chefs (les gradés), les patrons (hauts gradés) ont des droits comparables à ceux d'un « dieu ».

Tout cela n'est pas normal, nous sommes là, ne nous oubliez plus.

Comité de soldats de l'Est

La réponse d'un du 12

Lecteur assidu de *Combat socialiste* et employé aux renseignements téléphoniques en région parisienne, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article de Pierre Poix : « *Le 12 ne répond plus* ».

Ravi de constater qu'un journaliste se penche (enfin) sur un service public autant plébiscité, j'ai eu cependant l'amertume de voir un certain nombre de problèmes éludés. En effet, si l'accent a été judicieusement mis sur les effectifs et la formation des opérateurs, votre analyse s'en trouve toutefois incomplète. J'ose espérer que cela est le fait d'un manque de temps, et non d'une volonté délibérée.

Vous nous dites que les cadences ne sont pas infernales. Certes, on n'en meurt pas (la preuve !), mais j'aimerais vous faire partager le plaisir exceptionnel d'être rivé à un fauteuil (je devrais dire une chaise) avec un casque sur l'oreille, et de « bombarder » des numéros de téléphone à longueur de journée.

Vous auriez dû parler des réglements intérieurs bien souvent trop sévères ; vous auriez dû dire que notre semaine s'étale sur six jours, qu'il nous faut travailler le dimanche pour pouvoir prétendre à un repos de deux jours.

Vous auriez dû parler des nouvelles visionneuses à tube cathodique qui, si elles accroissent le rendement, sont un danger supplémentaire pour les yeux. Enfin, il fallait s'attarder sur les mesures réglementaires prises par l'administration et qui vont à l'encontre du service public (entrave mise à la recherche professionnelle ; taxes supplémentaires de 7 francs pour les recherches d'adresses et taxations lorsque ces dernières sont hors zone de taxation du demandeur).

Est-ce également de notre faute si les abonnements téléphoniques sont pris dans un illogisme forcené ? Allez donc expliquer à votre demandeur que vous ne trouvez pas un centre de distribution ou un restaurant alors qu'ils figurent respectivement au nom du groupe financier et du propriétaire ! Mais, bien sûr, nous paraîtrons pour des incapables ! Enfin, nous revendiquons le droit légitime à la fatigue nerveuse et à la faiblesse humaine.

La qualité d'un service public passe d'abord par les intérêts des usagers mais également par le bien-être des employés. A nous de propulser le socialisme en France, au gouvernement futur de ne pas oublier ces deux vérités premières.

G. B., employé au 12 en région parisienne

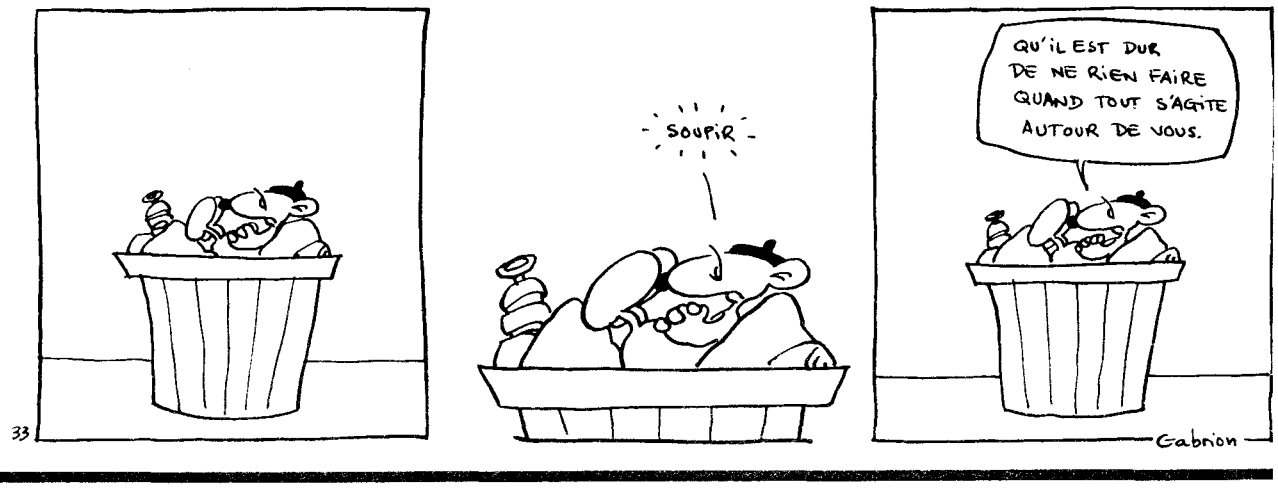
Le courant passe

Militant socialiste depuis huit ans, je suis également responsable syndical CGT dans mon entreprise, et secrétaire du CE. Je déplore la position de ma centrale qui s'aligne sur le PC, mais évitons de diviser les travailleurs par des polémiques stériles. Les travailleurs ne sont pas dupes, et je peux vous dire que Mitterrand, dans mon entreprise, recueille un maximum d'adhésions. Il faut expliquer, discuter, sans cesse, c'est notre rôle à nous, militants. Le courant passe, je peux vous l'assurer, la victoire est certaine, sachons faire partager notre foi en une victoire de Mitterrand.

Que notre journal continue sa mission d'outil de travail indispensable.

Daniel VAN MAELE
(Pas-de-Calais)

Rat-le-bol



LA CAMPAGNE DE FRANÇOIS MITTERRAND

François Mitterrand s'est rendu lundi 6 avril à Merlebach, où il devait évoquer les problèmes du charbon, puis à Metz, où, devant une salle archi-comble, il devait expliquer qu'il « *opposait la politique de la relance à celle de la récession* ».

A Merlebach: «Le charbon doit remplacer une partie du pétrole!»

ENCADRÉES par les élus socialistes de la Moselle, les Gueules noires ont entouré François Mitterrand venu se recueillir mardi soir devant le monument aux victimes de l'accident du puits n° 5 survenu en 1976 à Merlebach. « *Toute la Lorraine vous attend ce soir.* » C'est par ces mots que M. Metzinger, le maire socialiste de Freyming-Merlebach, a ensuite accueilli François Mitterrand.

Le candidat socialiste a décrit les conséquences pour la Lorraine de la politique de récession : « *Les puits qui ferment, les vallées désertées, les villages abandonnés, la désertification d'une partie du sol français. J'entends pour cela, a-t-il précisé, reconquérir l'indépendance énergétique de la France, mais éviter après le tout-pétrole, de nous précipiter dans le tout-nucléaire.*

» *Je ne rejette en rien le nucléaire, car il convient d'utiliser tous les moyens dont nous disposons, mais une audacieuse politique d'économie d'énergie créerait six fois plus d'emplois que le nucléaire.* »

A propos du charbon, François Mitterrand a souligné l'importance stratégique de cette richesse sous-exploitée : « *En 1960, notre pays produisait 60 millions de tonnes de charbon; dans quelques années, il n'en produira que 10 millions. Je prétends, moi, que 30 millions seraient un chiffre possible, au lieu d'acheter ce charbon à l'étranger. Je dis hautement que cette politique est économiquement absurde et socialement inacceptable.* »

Le candidat socialiste s'est alors engagé à revaloriser la profession des mineurs. Puis, parlant de son plan de relance énergétique : « *Les Charbonnages de France devront redevenir une entreprise nationale dynamique, fer de lance de notre politique charbonnière. Je lancerai un vaste programme d'exploration et de reconnaissance de tout le sous-sol français. En attendant les résultats de cet inventaire, aucun puits ne sera fermé.* »



Le candidat socialiste rencontre des mineurs de Freyming-Merlebach. (Photo AFP)

A Metz: «Je crois à la volonté de notre peuple de réveiller la France»

SOUS un immense toit de ballons multicolores, plus de 5 000 personnes ont applaudi, debout, François Mitterrand dans le palais des sports de Metz qui affichait complet. « *Giscard ne l'a rempli qu'à moitié la semaine dernière* », confiait, goguenard, un militant.

Après le succès remporté par Pascal Danel, le meeting pouvait commencer. Le candidat socialiste a présenté les grandes lignes de l'« *autre politique* ». « *Je crois à la capacité de raison de notre peuple et à sa volonté de gagner et de réveiller la France. On me dit : vous allez ruiner le pays. Moi, je vous dis : rassurez-vous, je vous coûterai beaucoup moins cher que ce que l'autre vous a coûté et j'opposerai mon plan au bilan du candidat sortant.* »

Evoquant le chômage et la nécessité de la relance du marché intérieur pour ranimer l'économie, il a précisé : « *Je n'ai pas l'intention de fermer les frontières. Je crois au développement de la Communauté économique européenne à condition qu'elle existe vraiment et je crois à l'engagement à ses côtés d'une audacieuse politique de croissance avec le tiers monde. Le dialogue Nord-Sud était une bonne idée, mais il n'en est rien ressorti.* »

François Mitterrand a conclu en évoquant le problème de la dissolution de l'Assemblée nationale : « *Pour les élections législatives, il n'y a plus qu'une solution : on les gagnera car les Français ne manquent pas de logique : Une autre politique? Un autre président! Un autre président? Alors, une autre majorité!* »

Marchais nuance son double langage

C'est un Georges Marchais étonnamment prévenant et presque enjoué qu'ont pu découvrir, lundi, les journalistes au cours d'une conférence de presse, place du Colonel-Fabien.

AUCUN message d'importance ne justifiait, il est vrai, cette réunion devenue rare pourtant dans la campagne du candidat communiste. Il s'agissait simplement de rappeler les objectifs du plan de lutte de Georges Marchais pour les deux premières années d'un éventuel septennat : « *L'objectif n° 1 c'est l'emploi et la création de 1,5 million de postes, ce qui, compte tenu de l'arrivée des femmes et des jeunes dans la vie active, permettra de réduire de un million le nombre de chômeurs.* »

Pour y parvenir, le candidat communiste propose neuf grandes actions : l'arrêt des fermetures d'entreprises, la relance des consommations populaires par un Smic à 3 300 francs, la réduction des importations excessives ; les trente-cinq heures ; l'abaissement de l'âge de la retraite ; la suppression des formes précaires d'emploi ; la formation professionnelle ; le financement de ces mesures par l'impôt sur les riches ; les grandes réformes démocratiques, parmi lesquelles les nationalisations et les droits des travailleurs.

« *Parler de changement sans faire tout cela équivaudrait à faire des promesses non tenues,* a poursuivi, sans pudeur, Georges Marchais, *c'est l'honnêteté politique, la franchise et le sérieux, à la différence de François Mitterrand qui empile les propositions pour donner l'impression de satisfaire le plus grand nombre d'électeurs possible.* » Sur cette lancée, le candidat communiste n'a pas hésité à reprendre les chiffres de l'Elysée pour critiquer le programme économique de François Mitterrand.

Mais le faisant sans son agressivité habituelle, une partie de la presse a jugé que les communistes « *mettaient la pédale douce* » dans cette union que Georges Marchais déclare « *irréversible* ».

En affirmant, par ailleurs, que les communistes sont toujours prêts à prendre leurs responsabilités dans un gouvernement de gauche, Georges Marchais continue donc de tenir son double langage. « *Je fais tout pout l'union et pour battre Giscard,* dit en substance le candidat communiste, *et s'il gagne, nous n'y serons pour rien.* »

Mais en avancant l'idée d'une réunion tripartite (syndicats, patronnat et gouvernement) au lendemain du second tour, Georges Marchais s'ouvre tout de même une porte de sortie en forme de base de négociations.

J.B.

Giscard perd son sang-froid

ÇA ne va pas bien chez les giscardiens. Depuis plus d'un mois qu'il est en campagne, et malgré l'importance considérable des moyens dont il dispose, le président sortant n'arrive pas, comme il le pensait, à créer un mouvement en sa faveur dans le pays. Les sondages continuent de marquer une stagnation de sa cote de popularité, et ses meetings ne connaissent pas le succès escompté (particulièrement celui de Strasbourg, de l'aveu même de l'organisateur en chef de sa campagne, Hubert Bassot).

L'ambiance est donc lourde rue de Marignan, siège de son quartier général. Et l'équipe qu'il avait lui-même mise en place ne semble plus tout à fait le satisfaire. Le candidat sortant est donc à la recherche d'un second souffle. Il a tout d'abord décidé de tenir régulièrement des conférences de presse, qui n'étaient pas prévues au programme. Il semble ensuite déterminé à tirer de l'oubli les lieutenants qui l'avaient épaulé en 1974 : c'est ainsi qu'on a pu voir, lundi soir, Jean Lecanuet, à TF1, et qu'on attend Michel Pinton et Michel Poniatowski.

Enfin, celui qui avait déclaré ne pas vouloir s'abaisser à se mêler de la campagne des autres, ni tomber dans de triviales polémiques indignes de son rang, a dû changer de ton. Lundi soir, 6 avril, à Montreuil, en pleine banlieue ouvrière, le président sortant s'en est vigoureusement pris à la gauche d'une façon qui frôlait la provocation : « *Je viens ici comme le chef du parti de l'opposition libérale face au collectivisme municipal. La Seine-Saint-Denis n'est pas la propriété du Parti communiste, elle fait partie de la République française.* » Après avoir rappelé les mesures qui auraient été prises en faveur de la banlieue au cours de son septennat, il a dénoncé les propositions économiques de ses adversaires en expliquant notamment que la seule solution proposée à la situation actuelle était « *la ruine de la France et des Français* ».

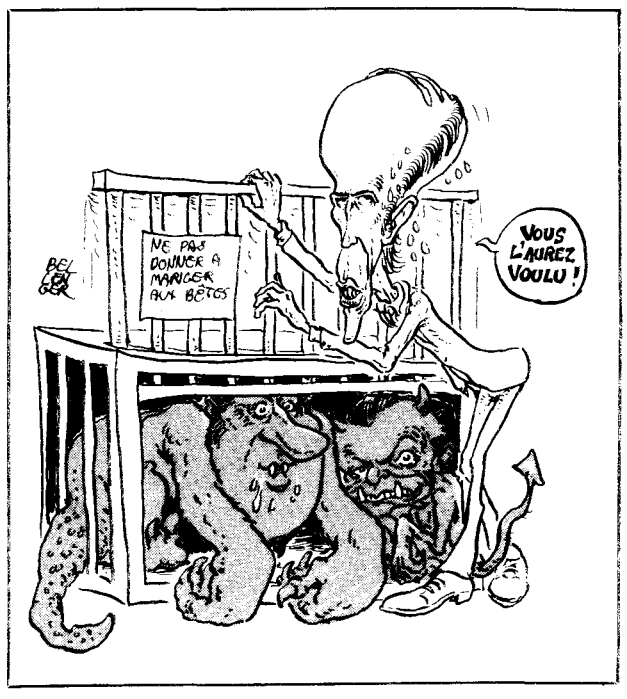
Hubert Bassot avait quand même pris soin de ne réserver qu'une petite salle. Bien lui en prit, puisque seulement un millier de personnes avaient pris la peine de se déranger. Un peu plus tard, à Charenton, dans une ville où il se sentait plus à l'aise, les cars qui avaient amené la claque et les supporters habituels créaient de fortes perturbations dans la circulation. Un second souffle ? Ou le dernier ?

Ghislaine TOUTAIN.

Le PS dénonce la provocation

La fédération socialiste de la Seine-Saint-Denis, à l'occasion de la venue de Valéry Giscard d'Estaing à un meeting électoral, lundi à Montreuil, a tenu à souligner « *le caractère choquant, voire délibérément provocateur* » de cette visite « *dans les quartiers les plus populaires de cette localité cruellement touchée par la crise et la politique du pouvoir* ».

Elle dénonce « *l'état de la Seine-Saint-Denis : chômage de masse et de longue durée ; développement du précariat ; amputation du pouvoir d'achat ; démantèlement industriel dans l'imprimerie, l'électronique, la machine-outil, le bâtiment, l'alimentation ; insécurité ; atteintes multiples aux libertés ; désarroi et dérive de la jeunesse.* »



UN ENTRETIEN AVEC PAUL QUILES

«Je suis optimiste»

Paul Quilès, directeur de la campagne de François Mitterrand, fait ici, à moins de trois semaines du premier tour, le point sur la mobilisation des militants et des sympathisants.

— Comment avez-vous conçu cette campagne ?

— On l'a voulue progressive. Certains l'ont trouvée un peu lente, mais c'était volontaire. D'abord, pour des raisons de programmation, car c'est une campagne particulièrement longue par rapport à celles que l'on a vécues jusqu'ici. Ensuite, cela correspond au style qu'on a voulu lui donner et que le slogan *« la force tranquille »* reflète parfaitement. La force, c'est celle de la mobilisation populaire, et la tranquillité, c'est l'image de François Mitterrand, celui qui sait où il va, qui sait sur quoi il s'appuie, qui sait ce qu'il défend face à la fragilité de Giscard, à cette agitation, à toute cette utilisation d'arguments mensongers... On a voulu trancher non seulement par un slogan, mais aussi par des thèmes : la liberté, la paix, l'emploi. On a voulu dépasser les limites du Parti socialiste : c'est le rôle des comités de soutien, dont la finalité est de rassembler tous ceux qui croient en la victoire de notre candidat.

— Que pensez-vous du marketing politique ?

— Pour la première fois, on fait de l'affichage commercial intensif. On nous dit : « Vous faites du marketing politique ». En fait, on utilise les moyens que les autres utilisent, non pas parce qu'ils nous plaisent particulièrement, mais parce qu'on est condamnés à le faire. Nous n'avons pas les mêmes moyens financiers. Par rapport à Giscard, on est dans le rapport de 1 à 10. Il faut rendre hommage aux militants socialistes qui se dépensent sans compter. On doit savoir qu'un colleur d'affiches de Giscard ou de Chirac gagne 600 francs par séance de collage. Nos militants, non seulement on ne leur donne rien, mais ils donnent de leur temps. C'est la différence fondamentale entre ceux qui se battent pour des idées et ceux qui collent parce qu'on leur a donné de l'argent.

Autre différence, la façon dont les médias retransmettent les discours politiques selon qu'ils sont prononcés par la droite ou par la gauche. De plus, l'appareil d'Etat, les préfets, les ministres, l'administration font ouvertement la campagne du président-candidat.

— Quel bilan peut-on faire à vingt jours du premier tour ?

— Les meetings de François Mitterrand réunissent deux fois plus de monde qu'en 1974, par exemple à Bordeaux, à Lyon, à Strasbourg... Les militants se mobilisent, les sympathisants se déplacent avec enthousiasme. Il faut



Paul Quilès. (Photo Pascal Lebrun)

dénoncer la prétendue indifférence dans laquelle se déroulerait la campagne de 1981. L'électorat de droite « bâille » peut-être en écoutant Giscard, mais le nôtre se passionne. J'ai fait un meeting la semaine dernière à l'université de Nanterre ; il y avait trois cent cinquante jeunes, dont vingt militants. On dit que les jeunes ne s'intéressent pas à la politique ; ce n'est pas vrai.

— On peut donc dire que la victoire est proche ?

— Je suis optimiste. C'est un optimisme mesuré qui repose sur plusieurs éléments. D'abord, Giscard s'essoufle, il y a beaucoup moins de monde à ses meetings qu'on ne le dit ; les Français se rendent compte que cet homme qui veut se présenter avec un air nouveau n'est pas si nouveau que ça et que les solutions qu'il propose ne sont pas crédibles. Ensuite, le Parti communiste français sera obligé de revenir sur ses positions, son électorat comprendra qu'il faut voter pour François Mitterrand. Enfin, notre candidat parle souvent de l'élan national qui suivra son élection, mais je suis sûr qu'il se manifestera déjà entre les deux tours. En novembre, on ne nous donnait aucune chance ; depuis, les sondages situent Giscard et Mitterrand à égalité. Avant le premier tour, les gens se diront : Giscard peut être battu, et entre les deux tours, ils penseront : Giscard sera battu. Je suis sûr que nous allons assister à une mobilisation formidable.

Propos recueillis par Colette PARIS

POINTS FORTS

La majorité parlementaire de demain

*par Gaston DEFFERRE **

UN argument fréquemment employé par le président sortant et ses amis consiste à dire que, si François Mitterrand est élu, il n'aura pas de majorité à l'Assemblée nationale. Et Chirac ? Et Giscard ?

Si Chirac est élu président de la République, il a annoncé qu'il ne dissoudrait pas l'Assemblée nationale, du moins pas tout de suite. De quelle majorité parlementaire pourra-t-il disposer ?

Le RPR compte cent trente-cinq députés et vingt apparentés ; cela ne représente pas la majorité. Il faut aussi les voix des parlementaires UDF. Or l'UDF est un conglomérat composé de giscardiens, de centristes, de radicaux valoisiens et d'indépendants. Cet assemblage hétéroclite a été constitué autour du président de la République depuis qu'il a été élu. Giscard en est l'unique ciment. S'il est battu, l'UDF éclatera, se dispersera. Il n'y aura donc plus de majorité parlementaire.

Immobilité et impuissance

De plus, on peut être certain que, Giscard battu, il combattra Chirac, son vainqueur, comme il a combattu Pompidou et le général de Gaulle après avoir été éliminé du gouvernement. En effet, comment oublier qu'en 1968 Valéry Giscard d'Estaing, dans un discours prononcé le 30 mai, alors qu'il n'était plus ministre (il avait été remplacé par Michel Debré aux Finances en janvier 1966), avait mis Georges Pompidou en demeure de démissionner de ses fonctions de premier ministre ? Et n'oublions pas non plus qu'en mars 1969 Giscard, après s'être prononcé contre l'exercice solitaire du pouvoir par le général de Gaulle, a fait campagne pour le « non » au référendum qui allait provoquer le départ du général.

Si Giscard était réélu, Chirac et ses troupes, après avoir dénoncé la politique intérieure et la politique extérieure du président sortant, comme cela a été fait au cours de cette campagne, après lui avoir reproché sa faiblesse et ses mauvais choix, ne pourront certes plus voter pour son gouvernement à l'Assemblée nationale sans se déshonorer et perdre toute crédibilité face à l'opinion.

Giscard vainqueur sera donc condamné à avoir raison de Chirac sans attendre qu'il ait eu raison de lui. Il sera tenu de réduire à rien le RPR pour constituer enfin un grand parti majoritaire.

Ni revanche ni vengeance

Le moyen le plus sûr pour Chirac et le RPR de ne pas disparaître sera de renverser le gouvernement. Ou bien les crises ministérielles se succéderont, ou la dissolution de l'Assemblée nationale sera prononcée, ou ce sera encore une fois l'immobilité et l'impuissance.

Quelle stabilité politique peut-on attendre de tous ces règlements de comptes ?

Mais qu'au contraire François Mitterrand soit élu, nous ne voyons pas qu'il ait à poursuivre qui que ce soit de sa vindicte, ni ses adversaires qui auront été dans leur rôle en le combattant, ni les communistes qui auront voté pour lui en grand nombre.

Il prononcera la dissolution de l'Assemblée nationale pour que la majorité parlementaire soit à l'image de la majorité présidentielle. Il y a tout lieu de croire que se manifestera, dans le pays, un fort courant de joie populaire dès que sera annoncée la victoire du leader socialiste. Après vingt-trois ans d'exercice du pouvoir par la droite, après la publication pour la première fois depuis 1958 du bilan des gouvernements qui sont responsables de la situation dans laquelle nous nous trouvons, le paysage politique sera transformé du tout au tout.

Les élections législatives auront lieu dans des conditions et dans une atmosphère qu'il est difficile d'imaginer aujourd'hui. Même si le groupe socialiste n'est pas majoritaire à l'Assemblée nationale, il n'en sera pas loin, et des ralliements venus de toutes parts sont plus que prévisibles. Le gouvernement disposera alors d'une majorité sur laquelle ne pèsera aucun de ces freins que constituent les manœuvres inspirées par l'esprit de revanche ou l'esprit de vengeance, comme cela serait le cas dans l'hypothèse d'une victoire de Chirac ou de Giscard.

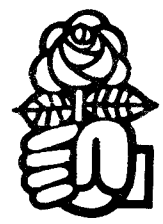
Sous la présidence de François Mitterrand, le gouvernement pourra agir vite et en profondeur. La lutte contre le chômage, la décentralisation — indispensable si nous voulons moderniser notre système administratif, le rendre plus efficace et plus rapide, si nous voulons aussi permettre aux Français de se sentir responsables —, les grandes réformes, les nationalisations, la relance de l'économie ouvriront des perspectives nouvelles. L'élan populaire sera maintenu, amplifié. La majorité des députés prendront à cœur d'aider le gouvernement à mener à bien cette grande œuvre.

L'élection de François Mitterrand sera la stabilité politique par le mouvement, l'action, la rénovation nationale, le progrès et la justice sociale.

G.D.

* *Président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.*

Spécial P.S.



« Face au public » sur France-Inter (19 h 10) : François Mitterrand

Réunions publiques

• **Mercredi 8 avril.** Laurent Fabius à Lormont ; Louis Mermaz à Moreuil ; Christiane Mora à Nogent-le-Rotrou ; Jean Fournier à Toulouse ; Jean-Pierre Chevènement commentera les « **110 propositions du Manifeste socialiste** » à la maison pour tous, Centre des 7-Mares à Elancourt-Maurepas ; Christiane Mora à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir) ; Edwige Avice à Marmande ; Jean Poperen à Mayenne (20 h 30).

• **Jeudi 9 avril.** « Tribune libre », sur FR3 à 18 h 55 : le PS - Pierre Bérégovoy expose les mesures du candidat socialiste pour l'emploi.

François Mitterrand, à Cossé (Mayenne), rencontrera des jeunes agriculteurs (15 heures), à Brest il rencontrera les élus bretons (19 heures), puis il fera un meeting à 21 h 30 ; Lionel Jospin à Avignon (18 heures), puis à Toulon (21 heures) ; Françoise Gaspard à Béthune ; Jacques Delors à Marly-le-Roi ; Christian Nucci à Roybon (Isère), en compagnie d'André Brunet, conseiller de la Drôme, sur le thème : *« L'aménagement des zones de Piémont »* ; Claude Estier à Grange-les-Valence ; Véronique Neiertz à Ermont (Val-d'Oise) ; André Laignel à Reuilly ; Louis Mermaz à Oyonnax ; Claude Germon à la zone industrielle de Morangis.

• **Brice Lalonde** a recueilli les 500 signatures nécessaires pour participer au premier tour de l'élection présidentielle, a annoncé lundi son comité de soutien.

• **Jacques Chirac** est convaincu de la victoire de François Mitterrand en cas de duel entre ce dernier et Valéry Giscard d'Estaing. Il l'a affirmé dans une interview au *Progrès*.

La bataille électorale se gagnera aussi dans l'entreprise

Sur le terrain avec le secteur «entreprise»

Campagne électorale ou pas, le secteur « entreprises » du Parti socialiste est toujours sur la brèche. Mais, avec la victoire possible de François Mitterrand à l'élection présidentielle, la vingtaine de responsables issus de la commission nationale « entreprises » (CNE), qui regroupe une centaine de membres, redouble d'efforts. La conclusion de la conférence de Massy, qui a réuni plus de mille deux cents délégués des sections et groupes d'entreprise en mai 1980, est là pour le rappeler : « *C'est dans l'entreprise que se gagnera la bataille politique.* »

Aux côtés des trois secrétaires nationaux : Anne Trégouët, Michel Coffineau et Claude Germon, cette équipe qui se réunit tous les quinze jours comprend cinq permanents : Françoise Gastebois (matériel de propagande), Nicole Baldet (coordination), Pierre Gaude (implantation du PS dans les entreprises), Jean-Pierre Crochet (luttes) et Farouk Medouni (jeunes, immigrés), assistés de deux secrétaires et d'une dizaine de membres bénévoles, tous issus de la CNE.

Depuis le congrès de Metz en 1979, priorité a été donnée à ce secteur entreprise pour intensifier la présence du Parti socialiste dans les entreprises et dans les luttes des travailleurs. Désormais, un quart du budget d'intervention du parti est consacré au secteur « entreprises ».

Vingt-cinq GSE (groupes socialistes d'entreprises) nationaux s'organisent librement sur des bases professionnelles.

Ils regroupent dans une même profession les sections et les GSE de base et prennent en charge tous les problèmes politiques de la branche (SNCF, automobile, électronique-informatique, banques, aéronautique, EDF-GDF).

Sur le terrain, les interventions sont nombreuses : distributions de tracts, prises de parole à la sortie des usines, réunions de travail, meetings, présence dans les luttes...



Lionel Jospin : à Aubagne. (Photo R. Darnaud)

LE week-end dernier, les interventions furent particulièrement nombreuses. Dans les Vosges, Anne Trégouët et André Billardon, député de Saône-et-Loire et délégué à l'industrie, ont ainsi participé, vendredi 3 avril, à une journée « entreprises » et aux états généraux pour l'industrialisation et l'emploi, organisés par la fédération socialiste des Vosges.

Il s'agissait, par cette présence sur le terrain, de dénoncer la politique d'abandon et de bradage systématique à laquelle le pouvoir actuel condamne l'industrie de cette région. Car les Vosges, ce sont plus de 5 000 emplois dans le textile qui ont été supprimés en cinq ans. Aujourd'hui, les vallées vosgiennes s'éteignent les unes après les autres. A l'entrée du Thillot, petite ville où les commerçants ont, la semaine dernière, manifesté leur colère en baissant leurs rideaux de fer, un panneau résume la situation : « *Ici commence la vallée de la désolation* »

Aux établissements Ancel, où quelque trois cents salariés se retrouvent sans travail, les équipes occupent les locaux par roulement. Un instant, les machines les plus perfectionnées redémarrent. Dans un bruit assourdissant, mais tellement plus supportable que le silence d'avant. Silence d'abandon, silence de mort... Et pourtant Ancel n'est pas victime de la « crise du textile ». Les deux usines travaillaient avec huit mois d'avance pour les commandes. La moitié du parc machines était vieille de quatre ans ; la clientèle était fidèle, et c'est un bilan positif qu'a déposé un jour le patron, sans rien dire à personne. « *C'est à vous de trouver un patron* », leur a dit la direction. Depuis, les travailleurs d'Ancel se battent avec leurs organisations syndicales et tentent de trouver une solution.

A quelques kilomètres de là, à Remiremont et à Saint-Etienne-de-Remiremont, au cœur des vallées textiles, les deux responsables nationaux du Parti socialiste ont poursuivi leurs réunions d'information, notamment avec les ouvriers de Linvosges.

Le même jour, c'est Lionel Jospin qui est venu apporter son soutien au secteur « entreprises » de la fédération des Bouches-du-Rhône. Au programme de la journée, deux municipalités communistes : Gardanne, où le premier secrétaire du PS a procédé à une distribution de tracts devant l'usine Péchiney-Ugine-Kullmann (PUK), avant de s'entretenir avec la section socialiste de la ville et les élus de la région ; Aubagne, où il a parcouru la ville, discutant avec les commerçants et les passants de leurs problèmes. Deux meetings, à Marseille puis à Aix-en-Provence, sont venus clore la journée méditerranéenne du premier secrétaire.

Le lendemain, Michel Coffineau et Jeanine Parent, cette dernière membre de la CNE et responsable CGT intervenaient à Saint-Etienne, à l'appel de la fédération de la Loire qui avait organisé un débat centré essentiellement sur les nouveaux droits des travailleurs proposés par le PS et sur les solutions aux problèmes de l'emploi et des inégalités.

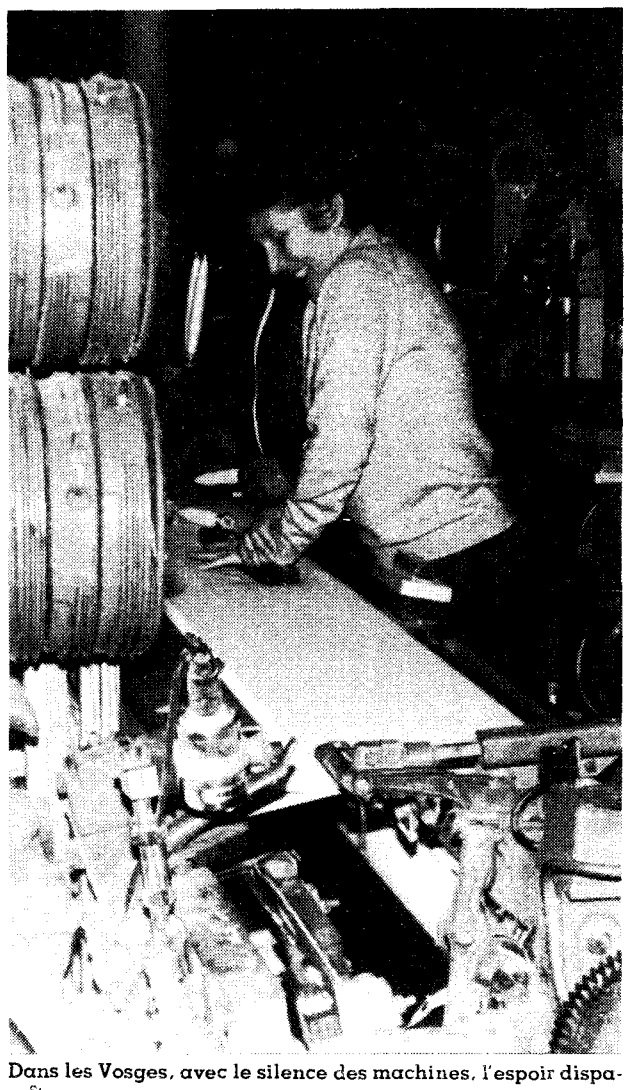
Les interrogations des responsables syndicaux ont plutôt porté sur l'urgence des mesures et la prise en compte intégrale des revendications syndicales, comme le montant du SMIC.

Plus de pouvoirs aux CE

Plus animé fut en revanche le débat sur les nouveaux droits des travailleurs. Grand intérêt, mais aussi scepticisme. Inquiétude quant à la possibilité de changer rapidement les rapports sociaux dans l'entreprise. « *Si ce sont toujours les mêmes cadres qui nous gouvernent...* » D'où le souhait de développer encore plus largement le pouvoir des comités d'entreprise, notamment dans l'élaboration du Plan, et, tenir compte des petites entreprises, celles de moins de cinquante salariés.

Pierre Gaude, de son côté, intervenait à Valence, où il rencontrait les adhérents socialistes de l'entreprise Crouzet (fabricant de petits moteurs pour l'aviation) pour mettre en place les structures d'un GSE de base. Au cours de deux réunions avec les membres du secteur « entreprises » de la fédération de la Drôme, il précisa ce que le parti entendait mener comme politique vers les PME et les commerçants. Pierre Gaude rechercha d'autres implantations possibles de GSE dans les différentes entreprises de la région.

Pendant que, sur le terrain, le secteur national « entreprises » se démène et vient prêter main-forte aux sections locales, à Paris d'autres militants veillent à ce que tout le matériel de propagande soit prêt dans les délais et arrive à bon port. D'autres encore suivent les conflits, donnent des conseils pour que, dans l'entreprise, la lutte menée se transforme en victoire.



Dans les Vosges, avec le silence des machines, l'espoir disparaît...

Plus de deux millions de tracts

OUTRE la campagne d'affichage menée de pair avec les responsables de la campagne électorale, le secteur « entreprises » dispose d'un matériel de propagande propre à ses interventions dans les entreprises, essentiellement sous forme de tracts informatifs de quatre pages, publiés dans le cadre des dossiers de Combat socialiste :

— « Travailleurs, la droite frappe toujours », *tiré à 900 000 exemplaires;*

— « Le retour au plein emploi » *(800 000 exemplaires);*

— « Inégalités. Réduire les injustices » *(430 000 exemplaires);*

— « Des hommes et des femmes libres et responsables » *(300 000 exemplaires).*

Par ailleurs, des milliers d'autocollants : « Dans l'entreprise, l'autre politique », *viennent compléter ce matériel de propagande.*

BREF

• **La quasi-totalité des 570 salariés** de la société Fical (fils et câbles d'acier de Lens) de Loison-sous-Lens (Pas-de-Calais), filiale d'Usinor, ont décidé, à l'appel de la CGT et de la CFDT, de reconduire leur grève entamée le 31 mars pour une revalorisation de leurs salaires.

• **Le mouvement de grève,** lancé le 30 mars par la CFDT au service de réanimation de l'hôpital neurologique de Lyon, doit s'étendre, dès mardi 7 avril, à d'autres hôpitaux de la région lyonnaise, notamment aux hôpitaux Jules-Courmont et Edouard-Herriot où des préavis de grève ont été déposés. Le personnel soignant réclame des augmentations d'effectifs et des congés supplémentaires.

• **La direction de Hoffmann La Roche,** 9 000 salariés, l'une des trois principales entreprises suisses de produits chimiques, a annoncé, samedi à Bâle, qu'elle envisage le licenciement de 90 collaborateurs de son département de recherches pharmaceutiques.

Les hauts et les bas du petit noir

APRÈS la baguette à 1 franc, le « petit noir » à 1 franc. Les époux Cura, propriétaires d'un restaurant à Metz, ont affiché, lundi 6 avril, « café à 1 franc pendant une semaine » sur la devanture de leur établissement pour « créer un marché de saine concurrence »

Ils entendent en effet protester contre les pratiques de certains de leurs concurrents qui, s'appuyant sur la libération des prix des boissons pilotes, effective depuis lundi, n'ont pas hésité à porter le prix du café de 1,70 franc à 2,50 francs.

Depuis lundi, les cafetiers-limonadiers ont la faculté de déterminer librement le prix des boissons qui demeuraient encore soumises à la procédure d'encadrement.

Fini donc le « petit noir » à 1,50 franc servi sur le zinc. Pour le verre de lait, le demi-pression, la limonade et les jus de fruits, la hausse dépasse souvent les 10 %. Quant aux restaurants, les menus conseillés ont disparu de la carte.

• **La hausse des prix de détail** a atteint 1 % au cours du mois de mars selon la CGT. La centrale de Georges Séguy estime également que la hausse a atteint 4,2 % depuis le 1er janvier 1981 et 15,8 % par rapport à mars 1980

• **Deux ouvriers de l'entreprise** de produits chimiques CFPI à Gaillon (Eure) observent depuis quatre jours une grève de faim pour obtenir la réintégration de l'un de leurs camarades délégué CGT, que la direction refuse de réemployer à la fin de son service militaire.

• **L'entreprise de mobilier** FFA de Nice, en règlement judiciaire, a décidé de licencier 36 personnes sur un effectif de 150 salariés. Le personnel de production, seul concerné par ces licenciements, s'est aussitôt mis en grève.

Trois cents patrons stéphanois en colère contre le maire communiste

Près de trois cents chefs d'entreprise stéphanois ont protesté, lundi, auprès du maire communiste de Saint-Etienne, Joseph Sanguedolce, contre la progression de 28 % de la taxe professionnelle, en 1981, sur le territoire de la commune.

La municipalité de Saint-Etienne a affirmé que ce choix d'augmenter ainsi cette taxe *« était un choix politique, qu'il fallait prendre l'argent où il était, face au désengagement de l'Etat vis-à-vis des communes, et pour le remboursement des emprunts garantis par la ville pour Manufrance »*.

A l'issue de leur entrevue avec le maire, trois dirigeants patronaux ont affirmé, au cours d'une conférence de presse, que *« l'application de cette taxe, véritable agression fiscale, loin de sauvegarder les entreprises existantes et de susciter l'implantation d'industries nouvelles, les forcera à réviser leurs prévisions au niveau de l'emploi et de l'investissement »*.

Bibliographie

Bilan du septennat en Côte-d'Or

UN *Bilan de la politique de Valéry Giscard d'Estaing en Côte-d'Or (1974-1981)* vient d'être publié par l'Association de recherche et de documentation (1).

Il s'agit du premier cahier de cette association qui s'est créée pour mener des études et des analyses de nature économique, sociale et culturelle sur la région Bourgogne. *« La Côte-d'Or s'asphyxie »*, écrit dans sa préface Michel Rasera, maire de Chevigny-Saint-Sauveur, président de la commission du conseil régional de Bourgogne.

Illustrée de graphiques très clairs, de bonnes photographies, présentée avec des textes concis et bien rédigés, cette brochure de 72 pages offre un bilan — hélas accablant — de l'emploi, de l'agriculture, du logement, de l'intervention de l'Etat, de la politique d'aménagement du territoire et des luttes en Côte-d'Or.

(1) Disponible au siège social de l'AREDOC : mairie de Chevigny-Saint-Sauveur, 21800 Quetigny. Tél. (80) 46.15.11.

A LYON

Des milliers de propriétaires risquent d'être expulsés

Ils ont acheté leur logement à des promoteurs qui ne possédaient pas les terrains vendus

UNE dizaine de milliers d'habitants de Lyon et de Villeurbanne ont acheté leur appartement ou leur fonds de commerce et croient être des propriétaires à part entière, qui légueront leur bien à leur descendance.

En fait, il n'en est rien, car s'ils ont acheté devant un notaire et sont légitimement propriétaires des murs, la majorité d'entre eux ignore que leur maison est construite sur un terrain qui ne leur appartient pas, mais a été simplement loué pour quatre-vingt-dix-neuf ans au moins (bail emphytéotique) par les hospices civils de Lyon (hôpitaux) à des promoteurs, à qui ces pseudo-propriétaires ont eu le malheur d'acheter leur logement. A la fin du bail, ils doivent rendre le terrain « en l'état », c'est-à-dire vide de construction. Le problème est immense, puisque les hôpitaux de Lyon possèdent 90 hectares de terrain dans la ville, sur lesquels habitent quelque 100 000 habitants. Dans les deux ans à venir, ce sont 30 000 habitants dont la présence est mise en cause par ces baux anachroniques.

Ce dossier contient deux éléments scandaleux :

1. La survivance de baux destinés à l'agriculture et totalement inadaptés aux terrains constructibles, maintenus grâce à la municipalité, qui dirige de droit les hospices civils, soutenue en cela par les promoteurs immobiliers, qui peuvent multiplier les opérations, le temps travaillant pour eux.

2. Le système est générateur de magouilles, les propriétaires ayant déjà utilisé la moitié de leur autorisation de résidence ou les promoteurs cachant l'existence de ces baux et leur date d'échéance, afin de vendre ou revendre un logement plus cher ; cela se fait en toute légalité, puisque les certificats d'urbanisme sont tout à fait imprécis à ce sujet et que le notaire, qui rédige les actes de vente, n'est pas tenu d'informer les acheteurs de cette clause.

Spéculation folle

Ce système créant un flot sans cesse renouvelé de mécontents, Louis Pradel, l'ancien maire de Lyon, avait vendu dans les années 1960 la moitié des propriétés des hospices civils de Lyon à des particuliers (les HCL possédaient au début du siècle près de 200 hectares de terrains en plein centre ville) et avait mis sur pied un système appelé « accords Sureau-Pradel », prévoyant une indemnisation des expulsés, sans laquelle la ville refusait tout permis de démolir et de bâtir, ce qui aurait enlevé toute possibilité de spéculation folle si l'indemnité était importante.

Toutefois, le terme vague d'indemnité et une certaine complicité municipale avec les promoteurs rend toutes les expulsions dramatiques. On essaie de minorer l'indemnité et surtout de pousser les expulsés à aller devant les tribunaux, où ils apprennent que légalement ils n'ont pratiquement droit à rien.

Pour lutter contre l'arbitraire des puissances de l'immobilier, deux associations ont été créées, le Comité de défense des expulsés, animé par Pierre Guillaume (1) et la Confédération des expropriés, animée par Michel Poix (2). Ces associations demandent que les hospices de Lyon vendent leurs terrains aux propriétaires déjà implantés, ou que les certificats d'urbanisme laissent apparaître la durée des baux signés entre les hospices et les promoteurs et qu'une méthode d'indemnisation indexée sur le coût de la construction soit mise au point.

Des baux antiques

L'équipe municipale répugnant à envoyer la police expulser les propriétaires à baux échus qui sont souvent retraités, ces deux associations demandent aux expulsés de rester chez eux, de squattériser en quelque sorte leurs propriétés, afin de trouver une fois pour toutes une solution globale au problème. L'action a déjà payé. Des promoteurs, soucieux de s'assurer la maîtrise d'un terrain, ont déjà multiplié par cinq ou six leur première offre d'indemnisation, permettant un relogement décent à de nombreuses personnes âgées, qui ont refusé de se laisser faire.

Mais ce combat usant pour les personnes âgée, se termine parfois de façon dramatique. Les deux associations savent qu'avec la vague de « rénovation » qui se prépare à Lyon dans les deux ans à venir, avec l'expiration des baux pour quelque trente mille habitants, ils vont pouvoir radicalement poser le problème du droit de propriété de leur logement. Le nombre de personnes concernées va sensiblement changer l'équilibre de cette lutte entre les habitants de Lyon et leur municipalité, et la forcer enfin à faire disparaître des baux antiques d'origine grecque ou romaine, que Lugdunum ne peut décemment continuer à faire courir aujourd'hui.

J. B.

(1) Comité de défense des expulsés. Tél. : 824.78.74.
(2) Confédération des expropriés. Tél. : 833.00.76.

DEPUIS PLUS DE CINQUANTE ANS
LA GESTION DES SERVICES RURAUX
ET URBAINS DE DISTRIBUTION
PUBLIQUE D'EAU POTABLE EST LA
SPECIALITE DE LA :

sdei

SOCIETE
DE DISTRIBUTION D'EAU
INTERCOMMUNALES

ELLE ASSUME EGALEMENT
L'EXPLOITATION ET L'ENTRETIEN DES
STATIONS DE TRAITEMENT D'EAUX
USEES ET D'ORDURES MENAGERES,
DES EQUIPEMENTS SPORTIFS, DES
COLLECTIVITES ET EN PARTICULIER
DES PISCINES.

sdei

71, rue Molière - LYON - 3 -
Tél. : (78) 60.45.75 - 60.24.57 - Télex : 310 831

Accalmie au Liban

Le ministre syrien des Affaires étrangères ce mardi à Beyrouth

Après la flambée de violence, l'accalmie : le bruit des armes a en effet diminué depuis lundi soir au Liban, alors que la menace d'une intervention israélienne s'éloigne. De son côté, le général Haig poursuit au Proche-Orient sa tournée placée sous le signe de l'anti-soviétisme.

LES combats sont loin d'avoir cessé, mais ils ont diminué en intensité, notamment à Beyrouth. La région de Zahlé continue d'être le théâtre d'affrontements. Les accrochages se poursuivent uniquement autour des collines surplombant la ville.

Mardi le ministre des Affaires étrangères syrien, Abdel Halim Khaddam devait venir à Beyrouth. Celui-ci participerait directement aux négociations visant à mettre un terme à la dégradation de la situation au Liban. Sa visite a été décidée à la demande du président libanais Sarkis, qui a lancé d'autre part un appel à l'armée libanaise et à la force arabe de dissuasion leur demandant de cesser tout accrochage.

Lundi, on redoutait une intervention massive de l'armée israélienne au Liban. Mardi, les craintes à ce sujet étaient en partie dissipées. La commission des affaires étrangères israélienne estime que « *les Syriens ne cherchent pas l'escalade au Liban* ».

Pour sa part, la télévision a souligné que « *les Syriens n'ont pas, jusqu'à présent, porté atteinte aux intérêts vitaux d'Israël, ni au Sud-Liban, ni en ce qui concerne la lutte menée contre les fedayin.* » Mieux : la radio de l'Etat hébreu affirme que les bombardements de Zahlé ont commencé à la suite de la fermeture, par les forces chrétiennes, d'une route vitale pour l'armée syrienne.

Attentisme israélien, mais, au Liban, avertissement des partis progressistes et musulmans : « *La bataille ouverte par les phalangistes à Zahlé constitue une partie du plan visant à relier le ghetto isolationniste au mini-Etat de Saad Haddad* », a déclaré le chef du Mouvement national libanais, Walid Joumblatt, qui a lancé un appel à la mobilisation.

Pendant ce temps, le secrétaire d'Etat américain Alexander Haig poursuit sa tournée au Proche-Orient. Après Amman, il se rendra à Riyad. Haig semble beaucoup plus obsédé par l'« expansionnisme soviétique » que par le conflit israélo-arabe. On revient aux plus beaux jours de Foster Dulles...

A chaque étape de son voyage, Haig déclare que son but est de réaliser un consensus face à la menace grandissante de l'impérialisme soviétique. Il cherche donc à créer un front commun Le Caire - Amman - Riyad - Jérusalem et notamment grâce à la fourniture de matériels américains supplémentaires. En revanche, la visite du secrétaire d'Etat américain semble avoir jeté aux oubliettes les négociations sur l'autonomie palestinienne.

Offensive soviétique contre les fusées de l'OTAN

Moscou vient de relancer son offensive contre les fusées de l'OTAN alors que les ministres de la Défense des pays membres de l'Alliance atlantique sont réunis à Bonn jusqu'à mercredi soir.

C'est ainsi que l'on interprète en Allemagne fédérale l'annonce que le président Leonid Brejnev se rendra probablement en été dans la capitale ouest-allemande. Au cours de cette visite, Brejnev devrait rappeler à ses interlocuteurs le « *carctère inacceptable* » des nouvelles fusées de l'OTAN capables de frapper le territoire soviétique à partir de l'Europe de l'Ouest.

Tchécoslovaquie

Les communistes néerlandais protestent contre Husak

Le discours du secrétaire général du PC tchécoslovaque à son congrès, justifiant à l'avance une intervention armée en Pologne, a provoqué le départ de la délégation du PC des Pays-Bas.

QU'ALLAIT dire mardi Leonid Brejnev, à Prague, à propos de la Pologne ? Son discours était attendu au XVI[e] Congrès du Parti communiste tchécoslovaque.

Mais déjà, la veille, Gustav Husak avait donné le ton. Le chef de l'Etat et du parti tchécoslovaque, a souligné en présence de son homologue soviétique que la défense du socialisme en Pologne était, selon lui, « *l'affaire commune* » du camp socialiste. Il a dressé un parallèle entre la situation actuelle et les événements de Berlin-Est en 1953, ceux de Hongrie en 1956 et de son propre pays en 1968, ou, on se souvient, l'invasion armée soviétique avait mis fin aux soulèvements ou manifestations populaires.

Affirmant son « *intérêt* » pour le maintien d'un « *Etat socialiste solide* » en Pologne, Husak reprenait l'argument utilisé voici treize ans par le dirigeant polonais Wladyslaw Gomulka pour appeler à l'intervention des forces armées du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie.

Première réaction aux propos de Husak : le départ immédiat en signe de protestation de la délégation du Parti communiste néerlandais, venue assister au congrès.

A Varsovie, le quotidien des jeunesses communistes, *Sztandar Mlodych*, rapporte que Stefan Olszowski, qui conduit actuellement à Prague la délégation du Parti ouvrier unifié polonais, a pris récemment la défense de l'Union patriotique Grunwald qui avait organisé, le 8 mars dernier, à Varsovie, une manifestation d'inspiration antisémite regroupant deux cents personnes.

Espagne : tension entre l'Eglise et l'Etat

UNE fois de plus dans l'histoire de l'Espagne, le problème basque est à l'origine d'une tension entre l'Eglise et l'Etat.

Cette tension, dont on trouve de nombreux précédents depuis l'émergence véritable du problème basque, en 1968, est consécutive à la publication, le 1[er] avril, d'une lettre pastorale de trois évêques basques. Tout en condamnant les activités provocatrices de l'organisation séparatiste basque ETA (Euskadi Ta Askatasuna : Pays basque et liberté), les trois évêques s'élèvent contre les pressions militaires sur la démocratie et demandent au gouvernement de respecter « *scrupuleusement les droits des personnes et des peuples* ».

La lettre pastorale a provoqué l'indignation dans l'armée et suscite la préoccupation des milieux politiques. Le président de la conférence épiscopale espagnole a approuvé la lettre alors que, dans le même temps, un Conseil des ministres restreint a décidé d'exprimer son « *mécontentement* » au Vatican après la publication du document.

Ces deux réactions, ainsi que l'accueil réservé à l'événement dans la presse et l'opinion publique espagnoles semblent indiquer que le pays est peut-être entré dans une phase de tension entre l'Eglise et l'Etat, la plus aigue depuis l'avènement du roi Juan Carlos, voici plus de cinq ans.



Le nouveau premier ministre belge

Nommé premier ministre de Belgique par le roi Baudouin, Mark Eyskens a, dès lundi soir, reconduit la coalition gouvernementale précédente, composée de socialistes et de sociaux-chrétiens.

Ancien ministre des Finances, Eyskens, quarante-huit ans, est hautement apprécié dans les milieux financiers. Cet homme énergique et volontaire, social-chrétien flamand, jouit du soutien des hommes d'affaires. Il ne s'embarrassera guère de subtils dosages pour gouverner.

Marié et père de cinq enfants, Eyskens s'exprime aussi bien en français qu'en flamand. Il possède des talents d'écrivain et de peintre amateur, de tendance surréaliste. (Photo Gamma)

EN 24 HEURES

ARGENTINE
Accord militaire avec les USA

Arrivé à Buenos Aires pour une visite officielle, le général Meyer, chef d'état-major de l'armée américaine, a eu de longs entretiens avec les militaires argentins. Il a été décidé que les armées des Etats-Unis et de la république argentine établiront un système permanent de consultations « *pour faire face à l'offensive marxiste dans le continent américain* ».

Autrement dit, le président Ronald Reagan tient ses promesses : le soutien aux dictatures amies passe avant les droits de l'homme.

YOUGOSLAVIE
Tirana hors de cause

Stane Dolanc, membre du comité directeur de la Ligue des communistes de Yougoslavie, a declaré que le bilan officiel des victimes des émeutes du Kosovo s'établit à onze morts et cinquante-sept blessés. Quelque 2000 personnes, selon lui, ont participé aux émeutes de ces jours derniers dans la région autonome du Kosovo, peuplée en majorité d'Albanais.

Il a formellement mis hors de cause le gouvernement de Tirana et accuse, par contre, des émigrés pro-fascistes établis à Bruxelles, Stuttgart et aux Etats-Unis.

GRANDE-BRETAGNE
Fonctionnaires en grève

Le mouvement de grèves tournantes, entrepris voilà un mois par les 530 000 fonctionnaires britanniques pour obtenir 15 % d'augmentation salariale pourrait se durcir cette semaine. Des grèves ont déjà eu pour effet de retarder les réparations d'un sous-marin nucléaire et de perturber le travail de trois stations de renseignement.

EL SALVADOR
Armes au marché noir

Carlos Solorzano, dirigeant du Front Farabundo Marti pour la libération nationale d'El Salvador, a catégoriquement démenti que la guérilla reçoive des armes en provenance des pays socialistes. Solorznao a déclaré que le FMLN achetait des armes « *sur le marché noir international* ».

A Paris, Roberto Armijo, représentant du Front démocratique révolutionnaire, qui rassemble toutes les forces démocratiques salvadoriennes, a fait une déclaration dans le même sens.

ITALIE
Les brigades rouges affaiblies

Après l'arrestation samedi, à Milan, de Mario Moretti, bien peu de personnages susceptibles d'appartenir au comité exécutif des Brigades rouges sont encore en fuite.

Le personnage le plus important de l'organisation encore en liberte est Giovanni Senzani, criminologue soupçonné d'avoir été l'inspirateur de l'enlèvement, en décembre 1980, du magistrat Giovanni d'Urso. Des quinze personnes inculpées pour l'enlèvement d'Aldo Moro, une Romaine de trente-et-un ans, Barbara Balzerani, est la seule en fuite.

IRAN
Propositions ambiguës

L'Iran a rejeté lundi les nouvelles propositions de la mission islamique de bons offices en faveur d'un cessez-le-feu avec l'Irak. Selon le président Abolhassan Banisdr, ces propositions sont « ambiguës ».

• **AUTRICHE.** — Nikolai Tikhonov, premier ministre d'URSS, est arrivé lundi après-midi en Autriche pour une visite officielle de cinq jours.

• **URSS.** — Moscou dément tout contact secret entre de hauts fonctionnaires soviétiques et des hommes d'affaires sud-africains.

Le Livre blanc sur El Salvador

Révélations sur le dossier remis par l'émissaire de Ronald Reagan au gouvernement français

Daté du 27 février 1981, le Livre blanc du département d'Etat sur le combat pour les libertés des révolutionnaires et démocrates salvadoriens a servi d'argument à notre ministre des Affaires étrangères, Jean François-Poncet, pour s'aligner sur Washington. Que dit-il?

LA photocopie du fameux livre blanc du département d'Etat américain sur les prétendues ingérences cubaines, vietnamiennes et soviétiques dans les affaires intérieures d'El Salvador commence à circuler dans les milieux politiques et journalistiques.

Ce dossier de 180 pages, accompagné de 19 documents qui auraient été saisis par les forces de sécurité salvadoriennes sur les révolutionnaires, est précédé d'une analyse du département d'Etat. Il y est dit textuellement : « *El Salvador est l'Etat le plus petit et le plus peuplé de l'Amérique centrale. Depuis son accession à l'indépendance, en 1838, le pays connaît une instabilité politique chronique, un régime répressif, une pauvreté généralisée et une concentration des richesses et du pouvoir entre les mains d'un petit nombre de familles. Malgré les progrès économiques considérables réalisés pendant les années 1960, le système politique continue de reposer sur l'autorité d'une élite économique traditionnelle bénéficiant du soutien de l'armée. Pendant les années 1970, les doléances légitimes des pauvres et des paysans sans terres ainsi que les aspirations croissantes d'une classe moyenne en plein essor se sont heurtées de plus en plus souvent à un pouvoir répressif. El Salvador est depuis longtemps en proie à la violence et les différends personnels, économiques ou politiques débouchent sur des assassinats. Conscients de la nécessité du changement et inquiets devant la perspective d'un chaos semblable à celui où s'est trouvé plongé le Nicaragua, des civils et des officiers progressistes de l'armée salvadorienne ont renversé, en octobre 1979, le régime autoritaire du général Carlos Humberto Romero.* »

Daté du 27 février 1981, le livre blanc du département d'Etat a été remis à tous les gouvernements occidentaux par des émissaires du président Ronald Reagan. C'est sur la foi de ces documents que notre ministre des Affaires étrangères, Jean François-Poncet, s'est basé pour condamner la prétendue livraison massive d'armes et de munitions aux révolutionnaires salvadoriens par Cuba, le Vietnam et l'URSS. Et soutenir par voie de conséquence, l'interventionnisme des Etats-Unis en Amérique centrale.

En premier lieu, les spécialistes du département d'Etat ont clairement établi par leur exposé que El Salvador, depuis son indépendance, en 1838, a connu « *un régime répressif, une pauvreté généralisée et une concentration des richesses et du pouvoir entre les mains d'un petit nombre de familles.* » Ils ont oublié de préciser que cette situation n'a pu durer aussi longtemps que par le soutien politique, économique et militaire des Etats-Unis aux oligarchies de l'Amérique centrale.



L'armée salvadorienne continue à semer la terreur dans les campagnes. (Photo Sygma)

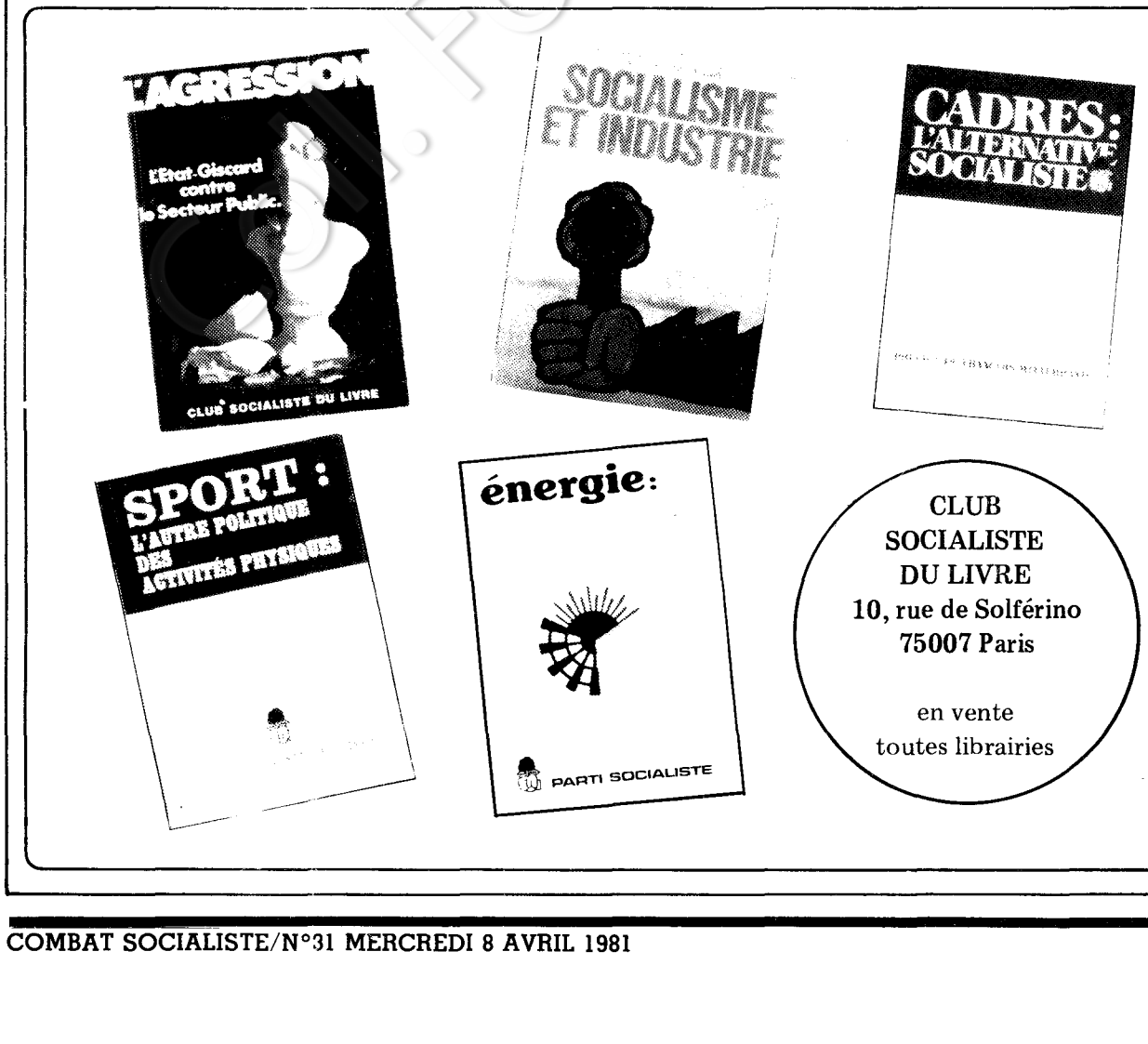
En deuxième lieu, l'analyse des événements survenus à El Salvador, depuis le coup d'Etat militaire d'octobre 1979 contre le régime dictatorial du général Carlos Humberto Romero, est tissée d'erreurs. A supposer qu'elles ne soient pas délibérées, il est inquiétant de penser qu'un tel document puisse fournir les arguments nécessaires à certains gouvernements occidentaux, comme celui de la France, pour prendre position aux côtés de Washington. C'est ainsi que le Parti communiste salvadorien, à l'égal de ce qui s'est passé à Cuba, avant la victoire de Fidel Castro, en janvier 1959, a mis longtemps avant de rejoindre les rangs de la guérilla. Pour tenter de justifier son exposé, le département d'Etat déforme délibérément la réalité.

En troisième lieu, il est évident que les révolutionnaires salvadoriens comptent dans leurs rangs des combattants de la liberté, originaires de pays latino-américains et européens. Il est certain, d'autre part, qu'ils acquièrent à l'étranger des armes qui leur font défaut pour combattre. Les républicains espagnols qui luttèrent contre le fascisme reçurent, eux aussi, le soutien des démocrates.

Mais en voulant démontrer que les révolutionnaires salvadoriens ne doivent la poursuite de leur combat qu'aux « ambitions » de Moscou et de La Havane, le département d'Etat fait preuve d'une absolue mauvaise foi. Rassemblé autour du Front démocratique révolutionnaire, le peuple salvadorien a attendu presque cent cinquante ans avant d'avoir, enfin, l'espérance de contenir le sous-développement économique, social et politique.

Constitué pour les besoins de la cause, celle des intérêts stratégiques de Washington en Amérique centrale, le livre blanc du département d'Etat est un document qui restera dans les annales de l'histoire. La plus grande puissance du monde, qui se veut démocratique et libérale, ne peut qu'en rougir.

Edouard BAILBY



Le président Chadli Ben Djedid visite onze pays du continent

Alger resserre ses liens avec l'Afrique noire

C'est un long périple que le président algérien Chadli Ben Djedid effectue actuellement en Afrique. A travers onze pays visités — Mali, Angola, Zambie, Zimbabwe, Mozambique, Madagascar, Seychelles, Congo, Tanzanie, Nigéria et Niger — l'Algérie manifeste de façon éclatante son intérêt pour le continent noir.

LE président Chadli Bendjedid est sans doute plus discret que son prédécesseur Houari Boumediene sur la scène internationale. Il n'en affirme pas moins lentement, mais sûrement, sa forte présence. Il y a environ un an, il effectuait une longue tournée dans une dizaine de pays arabes. Aujourd'hui, il visite onze pays d'Afrique noire. Parmi ceux-ci, une grande majorité de régimes progressistes. Mais également des régimes modérés: ceux du Niger, du Nigeria et de la Zambie.

Le gouvernement algérien, tout en restant fidèle à ses options progressistes, entend en effet diversifier ses relations. C'est une modification par rapport à l'époque de Boumediene. A deux mois du sommet de l'OUA, qui se tiendra à Nairobi (Kenya), l'Algérie cherche activement à provoquer un resserrement des relations inter-africaines. Il y a cependant deux pays avec lesquels ses relations sont franchement mauvaises: le Maroc, accusé de poursuivre une politique expansionniste au Sahara occidental, et l'Egypte, condamnée pour avoir signé un traité de paix avec Israël. C'est que l'Algérie soutient toujours activement les mouvements de libération nationale: l'OLP et, en Afrique, le Front Polisario, tout comme le SWAPO, qui luttent respectivement pour l'indépendance du Sahara occidental et de la Namibie.

Le non-alignement

Au cours de son périple africain, le président Chadli n'a cessé de proclamer son attachement au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à l'intégrité territoriale et au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats africains. C'est ce qu'il a déjà dit au Mali et c'est ce qu'il redira au terme de son voyage au Niger. L'Algérie veille en effet attentivement au maintien de l'intégrité territoriale de ses deux voisins méridionaux. Elle souhaite également que les troupes libyennes quittent prochainement le Tchad.

Autre principe affirmé avec force: le non-alignement. L'Afrique doit rester africaine, et non devenir le lieu d'affrontement des grandes puissances. Elle refuse la rivalité Est-Ouest. « *La détente doit être universelle* », déclare Chadli.

Dialogue Sud-Sud

Mais le périple du chef de l'Etat algérien n'est pas axé uniquement sur les problèmes politiques. Celui-ci, comme son prédécesseur, milite inlassablement pour un nouvel ordre économique international. Toutefois, cet objectif n'est plus prioritaire: ce qui importe avant tout, aujourd'hui, c'est la coopération entre pays du tiers monde, le dialogue Sud-Sud. Pour y parvenir, Chadli compte beaucoup sur un renforcement des relations bilatérales inter-africaines. Il diffère en cela de Boumediene qui appréciait les tribunes des conférences internationales. Moins de publicité, plus d'efficacité: tel semble être le mot d'ordre du nouveau chef de l'Etat, qui a multiplié les commissions mixtes économiques avec les pays du continent.

Dans une Afrique en proie aux impérialismes, l'Algérie demeure le fer de lance de l'indépendance politique et économique.

Alain GARABIOL

DOSSIER

Dix millions d'adhérents en sept mois

Solidarité : un syndicat? une opposition? ou toute la société polonaise?

Quand «Solidarité» se prépare à la grève générale, comme la semaine dernière, elle replie ses installations dans les usines. C'est une centrale, sinon une forteresse ouvrière. Mais, dans la vie quotidienne l'organisation a pignon sur rue au centre des villes. C'est déjà toute la société

ENCORE une vérité de la *Pravda* : les autorités polonaises ont cédé devant Solidarité, écrivait ces jours derniers le quotidien soviétique.

Cédé ? On n'était pas si sûr à Gdansk, la semaine dernière, lors de la réunion de la Commission nationale (KKP) de Solidarité que le gouvernement avait cédé. Selon le mot de Modzelewski, porte-parole démissionnaire, on avait eu peur que Walesa fût devenu le roi ; ses conseillers, la cour ; et la Commission nationale, un parlement qui fait de la figuration. On avait craint que, prenant image sur le pouvoir, Solidarité en devienne un autre, avec les mêmes faiblesses.

Si le pouvoir des représentants est un piège dans lequel il ne veut pas tomber, qu'est-ce alors que Solidarité ? Une opposition, un syndicat, ou l'ensemble de la société ? Rien de tout cela, au sens classique, et pourtant tout cela à la fois.

Une opposition, parce que l'absence de véritable pluralisme politique conduit obligatoirement les rares institutions indépendantes du pouvoir à jouer ce rôle. Ce fut, c'est toujours en Pologne, le cas de l'Eglise. Il n'existe pas finalement d'autres lieux importants que l'Eglise ou Solidarité pour que le citoyen puisse y formuler les demandes que les autorités ont déclaré irrecevables. Et, en trente-cinq mois, ces demandes se sont accumulées, grossissant l'opposition.

Un syndicat ? Solidarité exprime dans ses statuts sa vocation : la défense des intérêts des travailleurs. Ni l'organisation, ni le mode d'élection n'apparaîtront tellement nouveaux à beaucoup de syndicalistes européens.

Quelques points des statuts retiennent l'attention, indiquant des problèmes que tout le monde n'imagine pas en Pologne. Par exemple : le point cinq précise que la perte d'emploi ne devra pas entraîner la perte d'appartenance syndicale ; ou le point huit, par ailleurs, qui précise que les travailleurs isolés pourront s'inscrire à une organisation interentreprise.



Troisième à partir de la droite, Jan Rulewski, président de la section locale de Solidarité, à Bygdoszcz, est assis avec d'autres syndicalistes polonais dans un bureau de la préfecture qu'ils ont occupée. Dans la soirée du 19 mars, il était traîné de force par la milice à l'extérieur du bâtiment et sauvagement battu. (Photo Czar/Gamma-Liaison)

La place des conseillers

Mais, fait surprenant, ces statuts ne définissent absolument pas la place de gens qui, depuis l'été dernier, et dans tous les grands moments de tension nationale, jouent un rôle à Solidarité : les conseillers. Ceux-ci ont même participé à la rédaction des statuts, à un enregistrement légal qui fut une bataille politique considérable. Il n'est pas question d'eux dans les statuts et ce n'est qu'aujourd'hui, au lendemain des journées dramatiques qui ont suivi les incidents de Bydgoszcz, qu'on songe à mieux définir leur rôle.

Qui sont-ils ? Ceux qui comptent, dit Lech Walesa, ce sont Kuron, Kukulowicz, Mazowiecki et Geremek. Ces hommes n'appartiennent pas à quatre organisations différentes, mais à quatre courants politico-culturels différents. Kuron fut formé par la pensée marxiste, avant d'être exclu du parti, en 1963, et fonda le Comité de défense des ouvriers (KOR), en 1976. Kukulowicz est proche de l'épiscopat. Mazowiecki, qui dirige aujourd'hui l'hebdomadaire de Solidarité, a longtemps milité parmi les intellectuels catholiques. L'historien Geremek, l'un des fondateurs de « *l'université volante* » est un intellectuel laïque.

A partir de ces quatre hommes, c'est déjà la diversité de toute la Pologne. Et, il n'y a guère que l'appareil autour du pouvoir pour rester en dehors.

Jusqu'à l'armée et la milice

Plus qu'un syndicat, Solidarité est un fait national. D'autres éléments en témoignent. A chaque crise grave, la Commission nationale de Solidarité, dont le siège est statutairement à Gdansk, s'est déplacée sur le lieu de la crise, à Bielsko Biala, Rszeszow ou Bydgoszcz, aux trois coins du pays.

Solidarité s'est manifesté par des centaines, peut-être des milliers de publications les plus diverses. Là aussi, les informations indiquent que Solidarité s'étend à toute la société polonaise. Ici, c'est un compte rendu de la conférence nationale réunie pour discuter des problèmes rencontrés à Lodz, par les travailleurs civils de l'armée et de la milice adhérents de Solidarité. Là, à la première assemblée générale du chantier naval Lénine, à Gdansk, où ont eu lieu les premières élections, on a accueilli parmi les invités, le curé Jankowski et le premier secrétaire du Parti de la Voivodie Tadeus Fiszbach.

La *Pravda,* pour revenir à elle, écrit que *Solidarité* s'est laissé infiltrer par le KOR. Faut-il préciser que les membres du KOR n'ont jamais dissimulé ni leurs identités, ni leurs activités, et qu'ils représentent eux-mêmes une diversité d'opinions. Ils ne se sont ni plus ni moins infiltrés que dix millions d'adhérents, dont la quasi-totalité de la classe ouvrière, qui en quelques mois ont rejoint *Solidarité*. Alors c'est une très grosse infiltration.

Pierre LI



Lech Walesa (Photo D. R.)

La femme de marbre

ANNA WALENTYNOWICZ est *« liée aux extrémistes dissidents du KOR »*, écrit *le Figaro*. Elle est *« connue pour ses opinions extrêmement radicales »*, dit *l'Humanité,* moins précise.

La vie d'Anna Walentynowicz ne fut jamais une demi-mesure. Presque toute sa famille a péri pendant la guerre. Elle-même connut l'exil en URSS.

A son retour, presque analphabète, elle travaillait de quatre heures du matin à minuit, comme fille de ferme.

Entrée au chantier naval, en 1950, elle montait un an plus tard sur la plus haute marche du podium : 270 % de la norme. Anna Walentynowicz était consacrée « soudeuse de pointe » de la brigade Rosa Luxembourg.

En 1965, les médecins lui dirent qu'ils ne lui donnaient pas cinq ans à vivre. Le cancer. A peine ce délai était-il achevé qu'Anna Walentynowicz assistait au massacre de Gdansk de décembre 1970.

Août 1980, après trente ans au chantier Lénine, elle était licenciée. On n'avait pas réussi tout à fait à lui interdire de parler. Mais, pour exiger sa réintégration, les ouvriers du chantier déclenchèrent une grève dont Solidarité n'est pas aujourd'hui la seule conséquence.

Les positions d'Anna Walentynowicz ne favorisent pas toujours l'unanimité ni l'unité. Les débats qui se sont déroulés, voilà une semaine, à Gdansk, au sein de la commission nationale de Solidarité ont montré qu'on ne croit pas aux hommes et aux femmes miracles dans ce pays catholique qu'est la Pologne. Quant à « l'extrémisme » de l'ouvrière des chantiers navals, n'est-il pas justifié par les extrémités de sa vie?

P.L.

RENAULT
Abbé Groult
Automobile - Concession

Bernard Prunier
107, rue de l'Abbé Groult
Paris 15 (Mº Convention) Tél. 532.71.20

sur 7000 m²
- Le service Renault
- Exposition de la gamme Renault
- Le crédit Renault
- L'après-vente Renault
- Les occasions Renault (garantie or)
- Une équipe de 80 personnes

Des opérations politiciennes

A la veille des élections présidentielles, Christian Beullac, ministre de l'Education, multiplie les opérations politiciennes. « Il vient ainsi d'augmenter », *note le groupe parlementaire socialiste,* le nombre de postes mis aux concours de l'enseignement secondaire (CAPES — Agrégation). Ce qu'on pourrait considérer comme une réparation partielle de la baisse continue du recrutement pendant les dernières années n'est en fait qu'un transfert camouflé puisque, au même moment, le ministre supprime six cents postes de PEGC prévus au budget 1981, et va même jusqu'à annoncer la suppression définitive du recrutement des professeurs de collège.

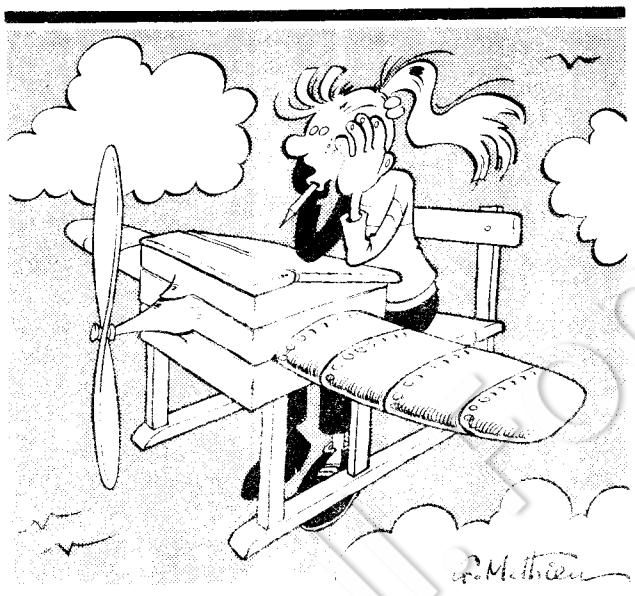
» La décision du ministre d'arrêter le recrutement des PEGC appelle de la part du groupe parlementaire socialiste les remarques suivantes :

» 1. Elle constitue depuis 1970 le quatrième changement de doctrine pour le recrutement des enseignants des collèges, et témoigne d'une incertitude dommageable sur un problème essentiel à ce niveau.

» 2. A la date où elle est prise, elle paraît être inspirée surtout par des préoccupations tactiques, et par la volonté de jouer certaines catégories de personnels contre d'autres, non sans arrière-pensée politicienne.

» 3. On attend toujours des solutions positives au problème de la formation pédagogique des enseignants du second degré, que le gouvernement n'a pas définie, et à celui de leur formation permanente, à laquelle presque aucun moyen n'a été consacré.

» La désinvolture vis-à-vis des personnels coïncide avec l'autoritarisme à leur égard, comme en témoignent les atteintes au droit de grève résultant de la circulaire d'application des décrets du 18 mars 1981 relatifs aux directeurs d'école, prises sous le prétexte de la nécessité d'accueillir les enfants. Mais le ministre se soucie-t-il de cet accueil lorsque des centaines de maîtres ne sont pas remplacés ou lorsqu'il prévoit, pour la rentrée prochaine, des centaines de fermetures de classes et d'écoles » ? *concluent les parlementaires socialistes.*



L'ECOLE EN MOUVEMENT

PARENTS EN COLÈRE

Quarante parents ont quitté, samedi matin, le conseil d'établissement du lycée et collège Hélène-Boucher à Paris dans le XX^e arrondissement. Ils ont ensuite occupé le hall du lycée pendant les délibérations du conseil. Ils ont protesté devant le nombre croissant d'heures d'absences non remplacées. Face à « *l'inertie et le silence de l'administration rectorale* », la FCPE réclame de meilleures conditions d'enseignement pour les élèves.

Parmi les classes concernées, une première et une terminale, ce qui n'est pas la bonne manière pour préparer le bac. Parmi leurs revendications, les parents d'élèves refusent le transfert du professeur de mathématiques de 1re C3 pour assurer les cours de T C6. Ils réclament la nomination immédiate d'un professeur de lettres, et la création d'une dixième seconde pour la rentrée prochaine (qui a été votée au conseil d'établissement du premier trimestre et refusée par le rectorat). Enfin, ils demandent la nomination d'un professeur de sciences économiques et sociales à la rentrée 1981

Retour au lycée de papa

Elue du SNI, professeur d'enseignement général, Josette Mazet critique les dernières mesures gouvernementales prises contre les PEGC

La semaine dernière, le ministère de l'Education nationale a annoncé que le recrutement des professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC) serait arrêté. Seuls les certifiés et les agrégés pourraient entrer au collège. Cette décision, vivement critiquée par la FEN, remet en cause la sécurité d'emploi de 83 000 enseignants. Mme Josette Mazet, professeur au collège Anne-Frank à Paris dans le X^e arrondissement, et élue (SNI) à la commission paritaire des PEGC, a répondu aux questions de *Combat socialiste*.

— *Pourquoi cette mesure gouvernementale ?*

J. M.— La raison invoquée par le ministre Christian Beullac : élever le niveau de recrutement. Il désire que la quantité fasse place à la qualité. Cette mesure a pour but de ne faire qu'un corps d'enseignants. Aujourd'hui, il existe en effet deux grandes catégories, les PEGC qui possèdent au minimum le DEUG, et souvent la maîtrise, et les certifiés tous munis d'une licence et d'un CAPES, et quelquefois d'un doctorat. A ces deux types de professorats, il faut ajouter les adjoints d'enseignant qui ont pour la plupart les mêmes diplômes que les certifiés. Seuls, les PEGC sont donc frappés par cette mesure. En augmentant le nombre de places pour les possesseurs du CAPES, le gouvernement compte élever le niveau de l'enseignement.

— *Le niveau sera-t-il vraiment rehaussé ?*

J. M.— Je ne peux lire l'avenir dans le marc de café. Certes, tout ne va pas, actuellement, pour le mieux dans le meilleur des mondes, mais la solution adoptée par le ministère n'est pas « la solution ». Ce n'est qu'une mesure unilatérale. Le gouvernement a la nostalgie du passé. En effet, il y a trente ans, le lycée fonctionnait parfaitement bien avec des certifiés. Cependant, l'école a évolué, elle s'est démocratisée, et les enfants ne sont plus les mêmes. Revenir au « lycée de papa » n'est pas une bonne solution. Beaucoup de choses ont changé.

— *Quelles sont les conséquences concrètes pour les PEGC ?*

J. M.— Nous sommes actuellement 83 000. Pour les plus jeunes, qui sont en cours de formation, ce n'est pas trop dramatique. Ils sont encore en mesure de passer avec succès leur CAPES. En revanche, pour les PEGC de plus de quarante ans, l'avenir s'annonce morose. En effet, certains, en fonction de mouvements internes à leur établissement, risquent de faire uniquement de la surveillance. Le gouvernement nous a pourtant promis une intégration interne, à condition de suivre une formation continue et de passer un concours interne. Mais, il est reconnu qu'il est difficile de reprendre ses études vingt ans après avoir quitté les bancs de la faculté. C'est une promotion alibi. Notre corps est donc en voie d'extinction et je dénonce cette manœuvre électorale.

— *Pour vous, c'est donc une mesure politique ?*

J. M.— Oui, cette décision n'a pas été annoncée à n'importe quelle époque. En pleine campagne électorale. Il ne faut pas oublier que les parents sont des électeurs, et on ne peut leur faire plus plaisir qu'en leur promettant un meilleur enseignement pour leurs enfants. Le ministère a agi en connaissance de cause. Au sein de la **FEN**, il y a deux tendances distinctes : le **SNES** et le **SNI-PEGC**. Cette mesure aura pour effet de réduire le champ de syndicalisation du **SNI-PEGC** et sans doute, par là même, d'augmenter celui du **SNES**. Le pouvoir a semble-t-il choisi de favoriser l'un sur l'autre. Ainsi, le rapport de force au sein de la **FEN** risque de singulièrement évoluer.

« Les parents sont tous des électeurs, et on leur fait plaisir en leur promettant d'améliorer l'enseignement de leurs enfants »

Propos recueillis par Philippe BALLAND

Voyage dans une boîte à bac

Petite chronique d'une école privée parisienne parmi d'autres

Un immeuble bien blanc qui vient tout juste d'être ravalé : l'école privée occupe le rez-de-chaussée et le premier étage. La concierge de l'immeuble, dans sa loge, en tricotant, regarde la télé. Et elle s'interrompt pour sortir et crier lorsque, à la fin des cours, les élèves se ruent vers la porte cochère.

ILS sont cent soixante environ qui se partagent les neuf petites salles de ce cours privé. Le midi, les deux pièces qui jouxtent la cuisine servent aussi de salle-à-manger car aucun lieu n'est prévu spécifiquement à cet effet. A 2 heures, tout doit être prêt, rangé, nettoyé, afin que les cours puissent y avoir lieu. Une seule personne est chargée de faire la cuisine, la vaisselle, de tout nettoyer et de ranger les plateaux qui s'entassent partout dans les deux salles. Voilà bientôt deux mois que cette femme de ménage-cuisinière attend que le directeur se décide enfin à lui rembourser les produits d'entretien qu'elle s'est elle-même chargée d'acheter.

Les surveillants assurent chacun, au maximum, quinze ou vingt heures par semaine, à 18 ou 20 F de l'heure, « congés payés compris ». La plupart d'entre eux sont étudiants en fin d'études ou jeunes chômeurs. « *Il y a toujours de nouveaux pions*, dit un élève de première, *ils ne restent jamais plus de trois mois ici.* »

Quant aux professeurs, ils semblent eux aussi être en attente de quelque chose. Le plus ancien est une enseignante en français qui est à l'école depuis quinze ans. Mais, en règle générale, dans cet établissement « hors contrat », les enseignants qui n'assurent pas suffisamment d'heures de cours pour pouvoir vivre décemment attendent de trouver, sans trop l'avouer, un travail qui soit financièrement plus intéressant.

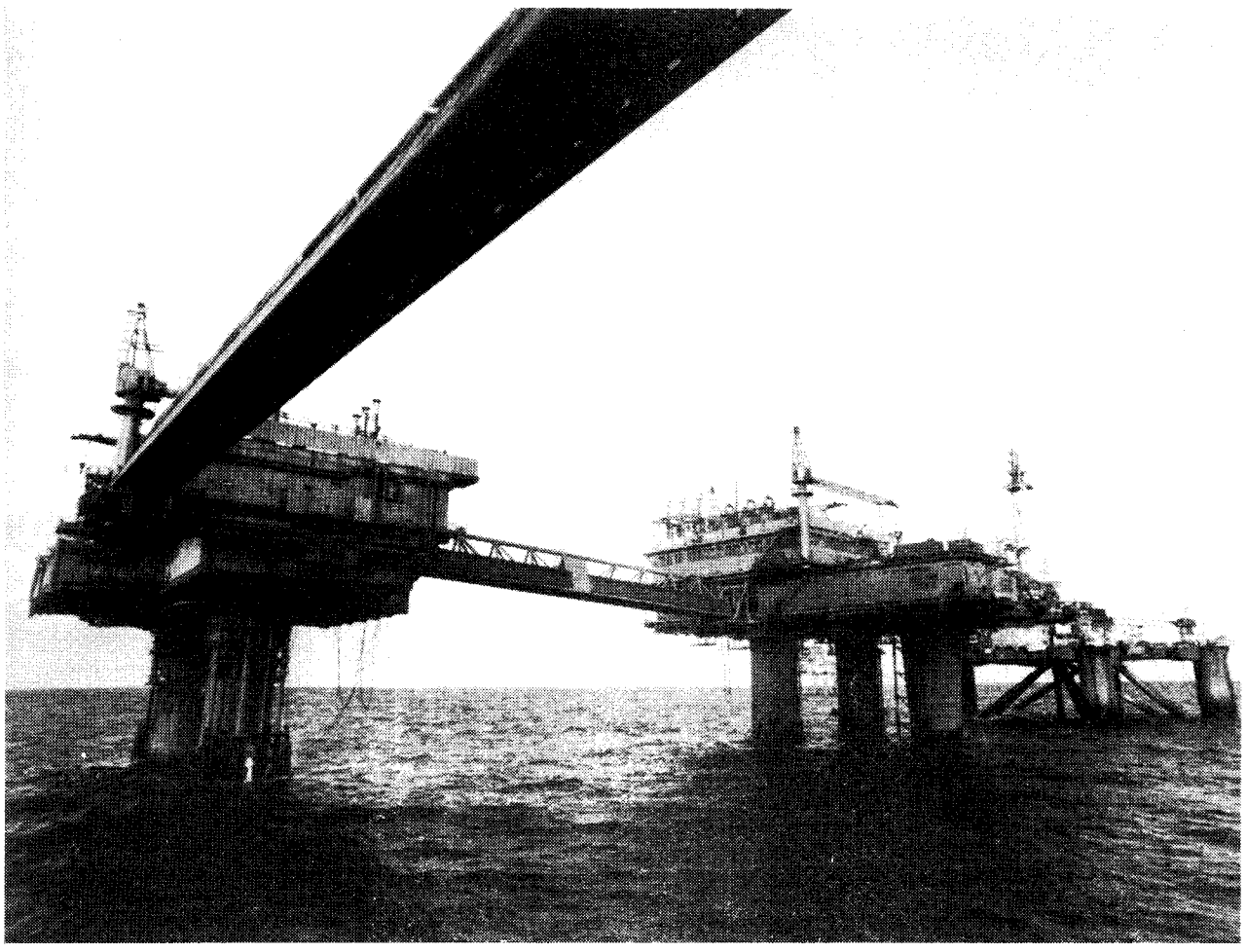
Et le secrétariat ? Il est assuré par un vieux jeune homme d'un peu plus de trente ans, un ancien surveillant, à qui il arrive parfois de travailler plus de neuf heures par jour. Il fait tout, à la fois surveillant général, directeur des études ; il calcule les moyennes, organise l'emploi du temps, répond au téléphone, reçoit les parents, beaucoup de parents qui veulent à tout prix suivre de près la scolarité de leur enfant. Cette activité est d'ailleurs essentielle puisque, à bien des égards, elle s'apparente à une fonction commerciale, le secrétaire devant être le plus souvent possible en contact avec ces « clients » que sont les parents d'élèves.

« Le secrétariat est assuré par un vieux jeune homme d'un peu plus de trente ans. »

Les élèves font l'objet d'un encadrement et d'un « soutien » permanents, ce qui n'est pas pour déplaire aux parents dont le principal souci reste le « suivi » de leur enfant. Cet encadrement se manifeste, fatalement, par des distributions d'« heures de colle »

Malgré cela, la plupart des élèves se font une image assez peu favorable de l'enseignement public, source, selon eux, de tous les maux. « *L'année dernière,* dit un élève de troisième, *quand j'étais au lycée, je ne travaillais pas car je savais que les profs s'en fichaient. Ils ne s'occupaient pas de nous. Ils nous donnaient des devoirs à faire mais sans nous dire comment il fallait les faire. Ça manquait d'autorité.* » Tandis qu'ici évidemment...

Jean-Marc GARDÈRE



Une sœur jumelle de l'*Alexander Kielland.* (Photo Rush)

Autopsie d'un naufrage

Après la catastrophe de l'«Alexander Kielland», un constructeur français de plates-formes pétrolières innocenté.

LE 27 mars 1980, dans la soirée, une des plates-formes pétrolières de Mer du Nord, l'Alexander Kielland se renverse. Un des cinq piliers s'est affaissé. C'est la panique à bord de la plate-forme semi-submersible sortie du chantier de Dunkerque par la CFEM, trois ans auparavant. En moins de vingt minutes, tout bascule. La partie habitable de l'ouvrage, transformée en hôtel flottant, se retrouve entièrement immergée. A l'intérieur, deux cent douze personnes dont cent vingt trois périront. Après un an de travail, des experts norvégiens viennent de terminer leur enquête.

Immédiatement après la catastrophe, une commission d'enquête fut en effet désignée par le gouvernement d'Oslo. Celle-ci se rendit sur le champ en direction de Paris en vue de rencontrer le constructeur de la plate-forme : la Compagnie Française d'Entreprises Métalliques, filiale d'Usinor Sacilor.

Comment cette araignée de plus de 10 000 tonnes, conçue pour résister aux plus fortes tempêtes a-t-elle pu chavirer alors que le vent ne soufflait qu'à 110 km/h ce qui est faible pour cette région du globe ? La soudaineté du naufrage avait tout d'abord fait penser à une collision avec un navire, un sous-marin, voire même avec une autre plate-forme avoisinante mais cette hypothèse fut vite écartée.

Les trois experts se sont donc rendus aussitôt à Paris mais « non pour signifier la responsabilité du constructeur français », avaient-ils indiqué. Il faut bien commencer l'enquête par le début. »

L'affaire s'annonçait donc beaucoup plus complexe et le présent rapport qui atteint 350 pages démontre bien que la rupture de l'un des pieds de l'Alexander Kielland est due à une conjonction de divers facteurs qui vont de l'erreur humaine aux problèmes techniques de tous ordres.

Ainsi, selon le rapport, l'origine de la catastrophe serait une fissure provoquée par une ouverture pratiquée dans une entretoise, en vue d'y installer un appareil de mesure.

La rupture de l'entretoise a entraîné une cascade de déformations qui aboutit à la rupture d'un des cinq pieds de la plate-forme. D'autre part, sur les deux cent douze personnes qui formaient l'équipage, soixante-seize seulement auraient reçu une formation spéciale concernant les règles de sécurité. Les systèmes de mise à l'eau des chaloupes n'ont pas fonctionné et le navire de liaison du champ d'Edda a mis deux fois plus de temps que prévu par les plans d'alerte pour intervenir.

Du côté du constructeur, la CFEM, on semble donc quelque peu soulagé par ces conclusions. En effet, tout au long du rapport, les trois experts de la commission d'enquête mettent nettement en cause la Norske Veritas et le directorat norvégien des affaires maritimes chargé de l'homologation et des contrôles de sécurité de la plate-forme. Cette fissure était passée inaperçue lors des vérifications pratiquées avant la mise en service.

Plaidoyer pour une plate-forme

CERTAINS points du rapport mettent en cause la résistance du métal employé par la CFEM. En outre, les experts considèrent la stabilité de la plate-forme insuffisante car ses concepteurs n'auraient pas pris en compte la possibilité de rupture de l'un des cinq piliers, contrairement aux premières affirmations entendues au début de l'enquête.

Face à ces conclusions, la CFEM par l'intermédiaire de M. Landriot qui est chargé au sein de la firme française de l'enquête sur l'Alexander Kielland, réagit promptement :

« Tout d'abord, il faut bien voir que nous sommes les constructeurs et non les concepteurs de l'Alexander Kielland (la conception est l'œuvre de Forex Neptune).

Nous n'avons pas eu le temps d'analyser en profondeur tout le rapport, mais tout ce que je peux dire c'est que Pentagone 89 (type de plate-forme de l'Alexander Kielland) demeure la plate-forme semi-submersible la plus stable en Mer du Nord et bien que nos prix soient supérieurs à ceux pratiqués par les Japonais, nous continuons à recevoir des commandes. Depuis l'accident, nous avons regardé sur toutes les coutures, les six autres plates-formes que nous avons construites. Et ceci, sur la demande de la Norske Veritas. Nous n'avons rien trouvé de particulier. » Cependant, en fin de semaine, « Henrick Ibsen », une plate-forme similaire à l'Alexander Kielland, ira rejoindre le gisement d'Edda après avoir subi des transformations en particulier au niveau de ces fameuses entretoises.

Toutefois, nous l'avons fait sur la demande de la Norske Veritas qui depuis l'accident de l'an dernier cherche par tous les moyens à se faire bien voir par les experts. Nous, de notre côté, nous pouvons dire simplement que ces modifications en question ne fragilisent pas la structure... mais c'est vraiment tout... »

Emmanuel CHRISTOPHE

Divorce sans drame?

Le droit de garde au centre des problèmes posés par la séparation

EN matière d'attribution du droit de garde, les juges se sont longtemps strictement conformés au principe du divorce — sanction, la garde étant presque systématiquement confiée à l'époux « non coupable », c'est-à-dire celui qui avait obtenu le divorce, en conformité avec la loi du 27 juillet 1884. La prise en considération croissante de « l'intérêt de l'enfant » a conduit rapidement les magistrats à confier ce dernier à la mère, que le divorce ait été prononcé à son profit ou non.

La transformation des rôles au sein du couple, les nouvelles conceptions du divorce apparues dans la loi du 11 juillet 1975, la revendication d'un nombre grandissant de pères décidés à assumer pleinement leurs responsabilités incite les juges à laisser désormais les parents régler leur séparation à l'amiable et à opter, s'ils le souhaitent, pour la garde conjointe.

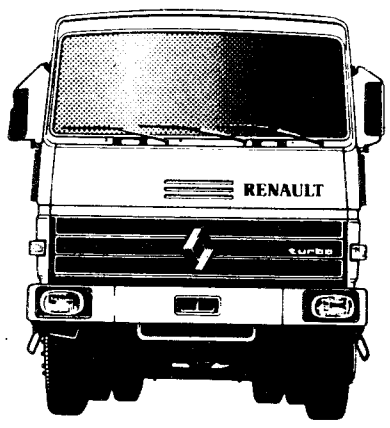
La responsabilité de l'enfant exercée en commun par les deux parents, a le mérite d'éviter un partage douloureux et difficile : garde pour lun et droit de visite pour l'autre, source de nombreux conflits.

A la différence de la garde alternée qui confie l'enfant de manière rigide un an au père puis un an à la mère, ou trois jours à lun et trois jours à l'autre, les décisions dans la garde conjointe sont prises au coup par coup : les parents organisent librement la vie de l'enfant, décident auprès duquel d'entre eux il vivra, les conditions dans lesquelles l'autre le recevra et contribuera à son entretien, chacun conservant la plénitude de ses droits et de ses devoirs liés à l'autorité parentale.

Elle permet à l'enfant de vivre avec le parent non-gardien sans que pour autant le titulaire originaire de la garde ait le sentiment d'être dépossédé... La garde conjointe, pratiquée au Tribunal de grande instance de Paris depuis environ trois ans est encore loin d'être généralisée. Dommage, car cette pratique a l'indiscutable avantage de prouver qu'on peut divorcer en raison d'un échec sans que celui-ci engendre pour les enfants une rupture définitive.

• **Un jeune garçon de quatorze ans** a tué d'un coup de carabine un camarade, Lionel Henard, âgé de douze ans, lundi après-midi à Caderousse dans le Vaucluse.

Lionel Henard aurait insulté la mère de l'ami avec qui il jouait.



RENAULT

Véhicules Industriels

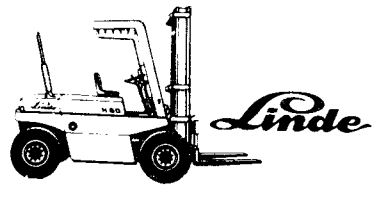
Concessionnaire

Automonin

2, rue Pierre-Courtade - 38600 FONTAINE

☎ (76) 26.81.11

CHARIOTS ÉLÉVATEURS

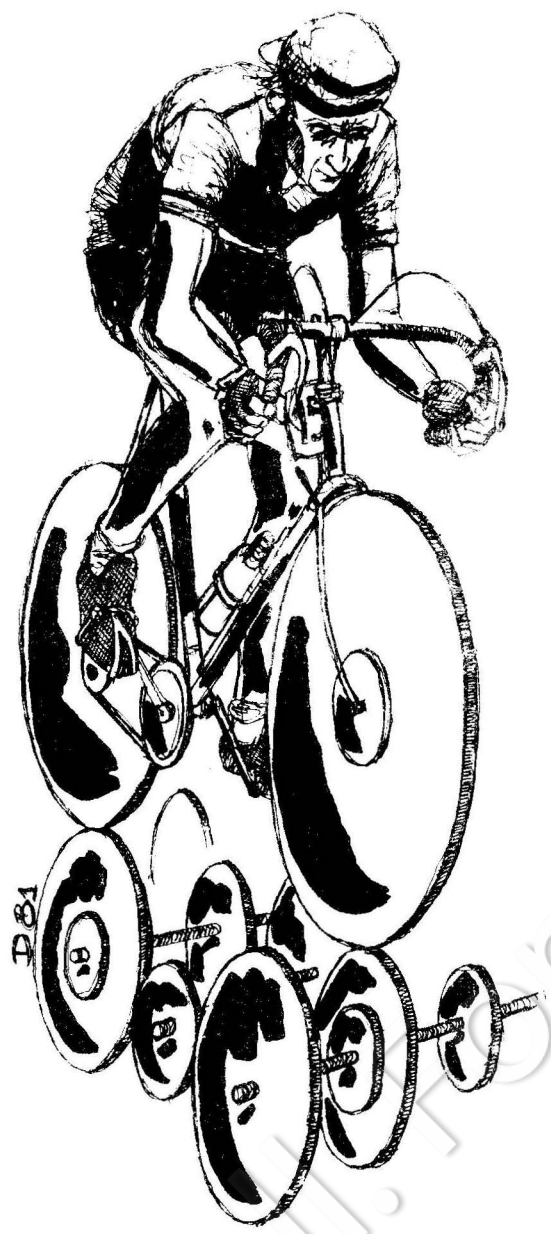


La mort gantée

SEIZE jours après son sixième combat, un jeune boxeur amateur turc, Eraslam Kemal, vivant près de Munich (Bavière), en RFA, est toujours dans le coma.

Selon l'un des médecins de la fédération bavaroise de boxe amateur, le Dr Toni Mueller « son état ne s'est pas modifié » ces derniers jours, et il risque de rester inchangé longtemps encore. Aucune intervention chirurgicale n'est envisagée.

Le dramatique accident du jeune boxeur turc rappelle deux cas semblables qui se sont produits en RFA au cours d'un passé récent : en 1978, le boxeur amateur Jurgen Krause resta trente et un jours dans le coma et demeure handicapé. Le professionnel Jorg Eipel resta vingt-cinq jours dans le coma après un KO à Creil (France), en décembre 1977. (AFP).



AU SPRINT

• **CYCLISME : BERNARD HINAULT, LAUREAT** du Challenge Sedis pour la saison 1980, recevra la coupe décernée au vainqueur le 12 avril prochain au départ de la classique Paris-Roubaix.

• **RUGBY : LE STADE AURILLACOIS** a été sacré meilleur club du mois de mars par un jury de journalistes à Toulouse. Avec 18 voix, il précède le FC Lourdes (4 voix) et le RC Toulon (2 voix).

• **BOXE : LE PORTO-RICAIN CARLOS SANTOS**, classé n° 3 au classement mondial du mois de mars de la WBC (World Boxing Council) dans la catégorie des superwelters, a remporté, lundi soir à Rome, une nouvelle victoire en triomphant, aux points du Britannique Peter Neal, en 8 reprises.

Santos a ainsi enlevé son 22e succès pour autant de combats.

• **JEU A XIII : LA TRADITIONNELLE RENCONTRE** entre l'équipe de France fédérale et son homologue britannique de la « Barla » (fédération amateur) aura lieu samedi à 20 h 30 au Canet-Plage, près de Perpignan.

• **ATHLETISME : LE STADE FRANÇAIS** se renforce cette année. Après Le Joncour et Volmar, le club parisien s'est assuré les services de Laurence Elloy, la deuxième Française sur 100 m haies, et de Sylvie Bonnet, l'une des meilleures spécialistes de demi-fond national

Noblesse oblige...

Pour les coupes d'Europe, les grands clubs ont le choix entre sport et spectacle

LES demi-finales de la Coupe des clubs champions prennent l'allure pour cette vingt-sixième édition d'un somptueux tournoi. S'y retrouvent en effet quatre des meilleurs clubs européens de l'après-guerre qui totalisent ensemble treize victoires dans cette compétition : le Real Madrid, six fois vainqueur et deux fois finaliste, l'Inter de Milan, deux fois vainqueur et deux fois finaliste, le Bayern Munich, trois fois vainqueur, et Liverpool FC, deux fois vainqueur. Il faut remonter à 1972 pour retrouver à ce stade de la compétition quatre anciens vainqueurs : l'Ajax d'Amsterdam, le Celtic de Glasgow, l'Inter de Milan et Benfica de Lisbonne.

Le hasard du tirage au sort a empêché que puissent s'affronter en finale les deux favoris de la compétition, Liverpool et Bayern Munich, qui auraient créé une autre version de la finale anglo-germanique de l'an dernier : Nottingham Forest-Hambourg. Ainsi les pays latins, en déclin depuis longtemps dans cette compétition dont ils ont remporté les onze premières épreuves, sont-ils assurés cette année de participer à la finale. Signe de renouveau ou simple coïncidence ? L'issue de la compétition nous en dira davantage.

De la classe mondiale à la foire d'empoigne

A ce propos, il est intéressant de citer Paul Breitner, qui sera l'un des participants de ces demi-finales, sous les couleurs du Bayern, après avoir revêtu quelques années celui du Real Madrid, qu'il pourrait d'ailleurs rencontrer en finale. Auteur d'un livre où il parle de son métier sans complaisance, celui-ci déclare : « *Qu'avons-nous fait de notre football ? Courir, labourer, descendre le terrain, le remonter, lutter, donner des coups : voilà ce que sait faire la majorité des joueurs de la Bundesliga... Comprenez-moi bien. Il n'est pas question de faire du « bon vieux temps ». Je veux simplement souligner la façon dont le football a évolué. De la classe mondiale à la foire d'empoigne.* » Témoignage d'autant plus précieux qu'il émane d'un joueur resté au premier plan malgré ses dix ans de carrière et qui, au surplus, appartient à un milieu où il est exceptionnel de s'exprimer franchement.

Mais la véritable question est de savoir si cette confrontation de clubs prestigieux permettra de relancer un peu l'intérêt d'une compétition plutôt à bout de souffle ces dernières années. Les trois dernières finales notamment se sont terminées sur le score de 1-0 et n'ont pas laissé de souvenirs impérissables. Il serait pénible de voir des formations au nom illustre recourir aux diverses formes d'antijeu dont nous connaissons la panoplie pour reconquérir l'Europe. Noblesse oblige. Si c'est le cas malgré tout, ce sera une nouvelle pierre dans le jardin de ceux qui voient le progrès partout, même lorsque celui-ci ne se manifeste que dans le trucage et la brutalité.

La Coupe d'Europe des clubs fera-t-elle mentir Paul Breitner en nous offrant des spectacles de qualité ? Si c'est le cas, elle le devra sans doute davantage à Liverpool, déjà vainqueur en Angleterre de la Coupe de la League, qu'à son club le Bayern, dont l'efficacité repose surtout sur la contre-attaque. Si ce n'est pas le cas, la performance de qualité pourrait peut-être venir de Benfica de Lisbonne en Coupe des coupes, ou d'Ipswich Town ou d'AZ 67 en Coupe UEFA. Ces deux clubs réalisent une excellente saison au plan national et se sont qualifiés avec panache en Coupe d'Europe en inscrivant vingt et un et vingt-cinq buts.

A moins que le FC Sochaux, nettement moins tranchant (douze buts) et moins bien classé dans son championnat, ne viennent néanmoins, à la grande joie de ses supporters français, contrecarrer leurs ambitions.

Daniel WATRIN



Pour ne pas aller au tapis

Le directeur de la fédération internationale veut assurer l'avenir des judokas

Ce week-end, au stade de Coubertin à Paris, se sont disputés les championnats de France individuels de judo. Pas de réelles surprises : Thierry Rey, le champion olympique des super-légers (moins de 60 kg), a, en effet, réussi avec brio sa reconversion dans la catégorie supérieure, celle des mi-légers (moins de 65 kg). Tchoullouyan, lui aussi, a débuté victorieusement dans sa nouvelle catégorie, et Nowak en mi-moyens (moins de 78 kg) a apporté la confirmation de sa grande classe. Avant ces championnats, Henri Courtine, directeur sportif de la fédération internationale, avait répondu aux questions de *Combat socialiste*.

PRATIQUÉ par cent cinq pays, le judo est en France, de par le nombre de ses licenciés, la quatrième fédération. Juste après le football, le ski et le tennis. De plus, les judokas français sont toujours aux rendez-vous des grandes compétitions internationales. Par exemple, un Thierry Rey a réussi l'exploit de devenir champion du monde et champion olympique. Le dernier Tournoi de Paris a montré que la relève était prête pour les championnats d'Europe qui auront lieu en Hongrie les 14 et 17 mai prochain.

Henri Courtine est certainement l'homme le plus représentatif du judo français. Plusieurs fois champion de France et d'Europe, sa classe faisait l'unanimité. Devenu entraîneur national, directeur technique, directeur général de la FFJDA, il est aujourd'hui directeur sportif de la fédération internationale. Il est le seul en France avec Bernard Pariset à avoir atteint le grade de 7e dan.

Comment expliquer la réussite du judo français ? Le Japon est-il toujours le pays phare ? Courtine fait observer « *que cela fait quinze ans que des structures ayant fait leurs preuves ont été mises en place. La plupart des autres fédérations ont suivi notre exemple* ».

Soulignons également que si les dirigeants de la FFJDA sont tous obligatoirement ceinture noire, les entraîneurs nationaux sont très souvent d'anciens champions : Coche, Feist, Rougé, le dernier en date, etc. De plus, il a été mené une véritable politique de décentralisation, permettant aux meilleurs d'atteindre le niveau international.

Le fait de rencontrer régulièrement les meilleures équipes a aussi joué un rôle déterminant : « *Nous nous sommes habitués à rencontrer les plus grandes équipes. En 1967, nous avons été battus trois fois par les Soviétiques. Depuis, nous les avons battus sur leur propre terrain et en finale des derniers championnats d'Europe. Quant aux Japonais, si on fait le bilan, ils sont toujours les meilleurs du monde. C'est la raison pour laquelle les stages au Japon demeurent indispensables.* »

Certains judokas misent tout sur l'engagement physique et le résultat au détriment du style, de la technique. Les puristes du genre Angelo Parisi, champion olympique, se font rares. D'où un aspect, dans certains championnats, assez heurté, peu spectaculaire, surtout auprès des non-initiés. Comment y remédier ? Henri Courtine estime qu'il y a des progrès à faire tant en ce qui concerne l'arbitrage que l'enseignement. Le président de la fédération internationale, Matsumae, organise un stage, en mai prochain, avec une trentaine d'arbitres sélectionnés des cinq continents.

Mais ce dont Courtine est le plus fier, c'est d'avoir assuré l'avenir social des judokas dont il a eu la charge. « *C'est très important, car cela est déterminant pour la réussite d'une équipe. Ils ne sont peut-être pas milliardaires, mais pratiquent un métier qui les passionnent. Cela aussi fait partie de la qualité de la vie.* »

Propos recueillis par Jean GLEIZE

TEMOIGNAGE

La longue route d'une comédienne

Drôle de jeu

MAMAN aimait le piano, et la danse aussi. A quinze ans, j'ai aimé le théâtre, elle n'a plus rien aimé du tout. Elle s'inquiétait : c'est pas un métier, tous des fainéants, des sauteurs, est-ce que je sais encore !



« Il en faut, de l'allant, pour vanter sa marchandise, alors qu'on nage dans le doute ! »

C'était au conservatoire de Dijon. Pour entrer en « Art dramatique », il y avait deux éliminatoires. J'ai été reçue. Notre professeur qui n'était pas un tendre nous prévenait que ce serait difficile ! A cette époque, il nous faisait pleurer devant les autres quand on passait une scène. Bien obligés de ravaler son orgueil, on continuait morts de honte les « Ah ! Madame... »

La tragédie, tout ça, les marivaudages avec la morve au nez... Que c'était dur des fois ! La troisième année, j'ai quitté piano, danse et lycée. J'ai voulu monter à Paris. Et ma pauvre maman s'en arrachait les cheveux, « *Elle veut aller à la débauche,* disait-elle... *Seule à Paris ! Pensez, une fille !* »

A Paris, il y a deux écoles d'Etat : le Conservatoire et la rue Blanche. Deux éliminatoires à chaque fois, toujours pareil. J'ai été reçue à la rue Blanche. Là, c'est devenu sérieux, on travaillait toute la journée, la diction, le corps, l'histoire, etc. Le reste du temps je gagnais ma vie, indépendance oblige.

Puis le concours de fin d'année est arrivé. J'avais l'angine, trente-neuf de fièvre, la trouille... On m'a classée première et du même coup un vide de copines s'est fait autour de moi. Puis j'ai eu mon premier engagement ; une tournée à la rentrée, un beau rôle ! Les cheveux de maman ont repoussé, elle était devenue fière de son enfant et ambitieuse pour deux, elle me voyait déjà vedette... Nous nous trompions, toutes les deux.

Deuxième année, rue Blanche. J'ignorais tout du chômage, impresarios, bureaux à courir... J'ai attendu des mois, esseulée, la sortie du film. Peut-être qu'alors on m'appellerait... C'est un drôle de jeu, la comédie. L'attente, le désespoir, l'obligation d'être original pour sortir « du lot ». Il en faut de l'allant pour vanter sa marchandise : corps et âme ! Alors qu'on nage justement dans l'affreux doute de soi, l'horizon bouché d'une seule ambition, « se faire un nom ».

Et pendant ce temps-là faut vivre ! Quand on est enfant de riches, passe encore... Autrement reste la subsistance à la petite semaine. Et pour se loger ? Comédien, personne veut vous faire confiance !...



« Maintenant, j'entame une troisième manche. Quel morceau de moi vais-je y laisser ? »

Six ans plus tard je vivais encore d'appoints, j'étais parfois caissière, vendeuse ou peintre en bâtiment. Mais à force de me battre je ne me battais plus qu'avec moi-même, j'étais en survie.

Mon apparence m'attirait des déboires, on ne me voyait pas actrice. J'avais de longs cheveux, un aspect romantique tout à fait démodé, un air de vraie-jeune-fille-comme-on-n'en-trouve-plus. Quand j'arrivais dans un bureau, on me jugeait trop originale, restait la femme éventuellement consommable. Alors j'ai fait couper ma natte. Tout a changé, je suis entrée dans la norme, reconnue comédienne. J'ai passé la deuxième épreuve, et ce sont mes cheveux qui y sont restés ! Maintenant, j'entame une troisième manche. Quel morceau de moi vais-je y laisser ?

Catherine TEROUENNE

EN TROIS MOTS

733 places à Asnières

La ville d'Asnières (Hauts-de-Seine) dispose désormais d'un nouveau théâtre où elle a l'intention d'accueillir des pièces du répertoire classique et moderne, des ballets, des spectacles de variétés... avec le concours de troupes de la Comédie-Française, de l'Opéra... Le théâtre compte 733 places.

Un fauteuil à l'Académie

L'Académie française a déclaré jeudi la vacance du fauteuil de Maurice Genevoix, décédé le 8 septembre dernier. L'élection aura lieu le 4 juin. Depuis la mort de René Clair, les académiciens ne sont plus que trente-huit en comptant Pierre Emmanuel qui se considère comme démissionnaire depuis l'élection de Félicien Marceau, il y a six ans.

Résurrection d'un théâtre à Paris

La Comédie de Paris rouvre ses portes le 14 avril. A sa tête, sept comédiens : les Bateleurs 2000. Sans subvention de l'Etat, ils font tout de même un pari. Relancer ce vieux théâtre et en faire le point de rencontre de tous les artistes. Du théâtre, bien sûr, mais aussi du jazz, de la musique classique, des chansons, qui seront les bienvenus. Pour l'heure, deux rendez-vous sont prévus : *Boris super Vian,* présenté par les Nouveaux Garçons et le groupe Hiboux (20 h), et *La Grande Guerre des p'tites étoiles,* de Louis Thierry (21 h 30).

Cinéma et ethnographie

Le troisième « Cinéma du réel », festival international consacré aux films ethnographiques et sociologiques, se tient actuellement au centre Georges-Pompidou, jusqu'au 12 avril. Sur près de trois cents films visionnés, quarante-deux ont été sélectionnés en compétition internationale et douze en section française. « Cette année, est-il précisé, les films ethnologiques sont particulièrement bien représentés avec des œuvres telles que « *N'ai, the story of a kung woman* », de John Marshall et Adrienne Mesmer, pour les Etats-Unis, et « *Waiting for Harry,* de l'Australien Kim Mac Kenzie.

Outre cette compétition, le festival présentera un hommage au Japonais Nagisha Oshima, avec la projection de ses documentaires et deux rétrospectives, l'une de James Blue, l'autre de Jean Rouch.

Contre-humour pour contrebande à Shanghai

Un musée de la contrebande, probablement unique au monde, a été ouvert à Shanghai. Les objets présentés par les douanes de Shanghai proviennent des saisies effectuées par leurs services.

EXPOSITION

En attendant les Capétiens

L'aube de la France: la Gaule de Constantin à Childéric

A l'aube de la France, il y a une période charnière, chaotique et passionnante, qui n'est ni tout à fait antique, ni tout à fait médiévale.

Entre la menace barbare et la puissance centralisatrice romaine, entre les traditions païennes, toujours vivaces, et la montée du christianisme, tout est possible, les tensions et les affrontements comme les tentatives d'annexion : pour neutraliser les barbares, l'Empire cherche à les installer comme paysans aux frontières ; pour supplanter les dieux païens, l'Eglise les incorpore dans son iconographie naissante.

Comment s'orienter dans les deux siècles labyrinthiques qui séparent le début du règne de Constantin (306), de la mort de Childéric (482) ? Autant dire tout de suite que l'exposition du musée du Luxembourg ne clarifie pas le problème. Heureusement. Pas de simplifications abusives, ici, ni d'interprétations à sens unique, mais l'exploration de quelques-uns des dualismes du Bas-Empire.

Les rapports de la Gaule et de l'empereur, ceux de l'art et de l'artisanat, du paganisme et du christianisme, des Romains et des Germains, de la noblesse sénatoriale et des fédérés germaniques, sont mis en évidence à travers toute une série d'objets superbes venus, pour la plupart, des musées allemands.

Deux aspects, parmi bien d'autres, sont à signaler. Tout d'abord la technique étonne. Celle du verre, notamment, où se déploie la plus grande virtuosité. Pour les gobelets « diatrètes », on taillait le décor dans l'épaisseur du verre qui comportait plusieurs couches de couleurs différentes ; le travail était si fin que le décor ne restait relié à la paroi du gobelet que par de légères baguettes. Certains, trouvés dans des nécropoles à Cologne, sont entourés d'une résille de verre ; une inscription (« bois et vis bien »), elle aussi en verre, les entoure.

On trouve aussi des verres épais, taillés, décorés de courses de char, de scènes de chasse ou de bustes de jeunes gens. Sur une coupe de verre bleu, des médaillons dorés figurent des scènes de l'Ancien Testament.



Médaillon central d'un plat en argent : ville au bord de la mer. Vers 350 après J.-C.

Le second aspect intéressant concerne la formation de l'iconographie chrétienne, les glissements, les hésitations de ses débuts. On verra, par exemple, des choses surprenantes : le couvercle précieux d'un évangéliaire du Ve-VIe siècle est une plaque d'ivoire figurant Apollon et les Muses. Parallèlement, des sarcophages s'ornent de scènes chrétiennes — Moïse, Adam et Ève, le Christ — à l'intérieur d'un schéma décoratif hérité de l'Antiquité.

Beaucoup plus barbare, le mobilier trouvé dans la tombe de Childéric porte un décor essentiellement géométrique. En 1653, à Tournai, on déterre le roi, habillé de vêtements brodés d'or ; son cheval est enterré près de lui. Le mobilier funéraire (bijoux, lance, épée, harnachement, etc.) entre peu après dans le trésor de l'archiduc de Habsbourg, puis il est offert à Louis XIV.

Napoléon orne son manteau de couronnement d'abeilles inspirées par celles de la tombe de Childéric. En 1831, ce mobilier est volé à Paris ; il en reste quelques objets et des moulages. « *Nous avons à redouter la haine de nos ennemis et l'envie de ceux qui nous défendent* », disait, à l'époque, Sidoine Apollinaire. C'est toujours vrai.

OBLOMOV

• *Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard, 75006 Paris. Jusqu'au 3 mai.*

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Bourges. Spécial printemps de la chanson : *Le temps des crises.* Création collective de la Maison de la culture, au Petit-Théâtre, à 17 h 30 ; *André Burton et Marie-Paule Belle,* au Grand-Théâtre, à 21 heures ; *Plume Latraverse* et *Hubert-Felix Thiéfaine* au Chapiteau, à 21 heures ; *Ruins,* à la Maison des jeunes et de la culture, à 0 h 30. Le 8 avril

CINEMA

La route des Indes à portée de métro

Promenade du côté de Barbès, à 12 francs et en technicolor

QUAND Barbes-Cannelle, Barbes-Sourire s'ouvre sur un Rochechouart un peu maussade, il ne reste qu'un pas à faire et, pour douze francs la place, vous entrez dans un univers où le rire a encore la couleur sucrée des loukoums.

Je suis allée voir un cinéma indien qui n'est pas celui de l'élite. Troquant volontairement les ravissements intellectuels des maharadjahs décadents, j'ai voulu goûter les plaisirs simples d'une cinématographie tout public.

Au cinéma le Delta, les spectateurs n'attendent pas un film en particulier, ils viennent s'identifier aux mêmes héros qui, d'une semaine sur l'autre, changent d'histoire, d'âge et de décor. Les méchants sont toujours punis, les bons se marient et, dans l'ombre des colonnes des châteaux des mille et une nuits, parfois la silhouette d'un Iznogoud du cru, qui veut être « vizir à la place du grand vizir », nous fait trembler.

S'il n'y avait pas un peu de bagarre — remarquablement mise en « chorégraphie » —, des rebondissements abracadabrants et un zeste de comédie musicale qui fleure bon le folklore, ces contes de fées au goût de péplum seraient de facture presque classique.

... Il était une fois un pêcheur qui se lamentait de ce que les dieux ne lui donnaient pas d'enfant. Pendant une partie de pêche, Kailash, riche notable de la ville, perd son fils. Celui-ci tombe à l'eau alors que (ô symbole), son père arrache un poisson à la mer. Quelques brasses plus tard, Vikky, fils de riche, devient Raju, fils de pauvre...

Il y a plusieurs façons de voir ces films, certains diraient « plusieurs niveaux de lecture ». Au troisième degré on pourrait hurler de rire, mais pourquoi vouloir toujours gravir des échelons? Ici, chacun « trouve son bonheur » avec, par-dessus le marché, l'amour en prime.

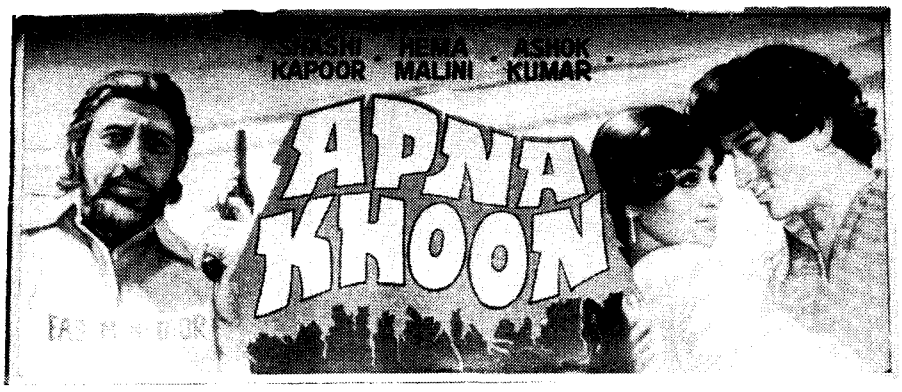
Kaléidoscopes où chaque bout du miroir brisé rejoint une mythologie commune, ces films aux sensations roses et bleues parlent à des yeux qui ne demandent qu'à croire. Ce sont les adultes qui psychanalysent Barbe bleue ou le Petit chaperon rouge mais ce sont les enfants qui en apprécient l'histoire et, passé un certain âge, cela devient un don sinon un art que de pouvoir goûter aux choses avec simplicité.

Quand les lumières se sont allumées, j'ai regardé autour de moi. Tel le coucou, j'avais l'impression de m'être installée dans le nid d'un autre, j'avais mordu à un gâteau qui ne m'était pas directement destiné. L'âme en technicolor, je retrouvais les héros du film dans la salle, les Raju, les Bijlee, les Pran, et je comprenais pourquoi ce rêve était indispensable à leur réalité.

Les portes du cinéma s'ouvrent sur un Rochechouart pluvieux. La nuit est tombée. Sur le pavé mouillé, quelques néons jettent leurs paillettes. Le cœur encore en fête, presque recueillis, un accord tacite nous lie. Des poignées de main craquent dans la nuit. On en discutera demain au bistrot ou dans une semaine, au prochain film...

Anne SZENDRÖ





(Photos Gyula Zarand)

LIVRES

Les sources de l'enfance

«Le Nez dans l'herbe», de Jean Carrière (interventions de Maurice Chavardès)

QU'UNE consécration littéraire plonge le lauréat dans un abîme de tristesse, on a peine à le croire. Pourtant, huit ans après son prix Goncourt pour *l'Epervier de Maheux*, Jean Carrière émerge tout juste du désarroi. Dans ses entretiens avec Maurice Chavardès, réunis dans *le Nez dans l'herbe*, il nous invite à cette lente redécouverte de la page blanche qui, pour lui, prend un autre nom: l'enfance.

L'enfance, c'est la « maladie incurable » de Jean Carrière. Elle suppose le refus de tous les masques, à commencer par celui de l'écrivain reconnu. Elle n'offre d'autre avenir qu'une aventure solitaire et condamnée d'avance: est-il seulement possible, à travers un paysage, des coutumes, un climat, d'atteindre le cœur des êtres et des choses?

Au fil des réminiscences, nous découvrons les multiples visages du Sud », de Nîmes, sa ville natale, aux montagnes cévenoles où il vit à présent: le magasin de musique de son père, où, faute d'avoir obtenu son certificat d'études, il sera d'abord balayeur, la boutique de disques qu'il tenait à Manosque; mais aussi l'âpreté des garrigues, les inflexions chantantes de la langue occitane, la lumière « *qui pose les hommes à cru sur le monde* ».

Un univers rebelle aux certitudes, dont l'écriture, l'amour, la cuisine, et même l'art de respirer, sont autant d'expressions nécessaires.

Jean Carrière feint ici de se livrer pour mieux se dérober et nous renvoyer au Dieu caché de ses romans. Y a-t-il, pour ce mystique athée, d'autre réponse au « Qui suis-je? » Un autoportrait en forme de paradoxe.

Nadine SAUTEL

• *Editions La Table ronde, 256 pages.*



Jacques Piellet et Denise Mettmer. (Photo Claudine Huglo)

THEATRE

A la découverte d'un acteur

«La Fureur du paysan», d'après Ruzzante.

Adaptation d'Olivier Chantraine, mise en scène d'Alain Weiss

ITALIE. XVIe siècle. La Renaissance. Venise domine la mer. Mais par-delà les ors et la fête, les temps sont durs pour les gens de la terre. Les bouseux. Les « ruzzante », comme on les appelle. Si leur histoire commence sous le signe de la farce, le chemin n'est pas long qui ramène à la réalité en haillons. Obnubilés par les lumières de la ville et les palais magnifiques, les voici qui s'élancent tour à tour à la quête de la jouissance, du mieux-être, du plaisir.

Pour réussir, tous les métiers sont bons. Valet, courtisane ou militaire... Les uniformes se succèdent, à peine endossés, aussitôt vieux chiffons. Ce ne sont qu'illusions. La bourgeoisie et les Grands sont les maîtres du jeu. Jamais ils ne sortiront de leur condition, brisés, aigris, en guenilles. Vaincus déjà dans leurs révoltes sporadiques.

Traitée dans l'esprit des tréteaux, la mise en scène est claire, sans brisure, relevée par une adaptation joyeuse qui joue avec bonheur de l'ironie et du pastiche. Au loin, en contrepoint, des musiciens. Percussions et saxo.

Derrière le rire et le grotesque, des figures se dessinent, savamment croquées au rythme des préoccupations quotidiennes. Petites joies. Grandes misères.

D'où vient cependant ce sentiment de froide distance qui nous gagne par instants (notamment au cours de la première partie) ? Sans doute manque-t-il alors l'essentiel : la truculence, la pétulance. Toute la sève de ce petit peuple simple mais gaillard, fornicateur amoureux de la vie. Manifestement, tous les comédiens ne se sentent guère à l'aise dans leurs défroques de paysans.

Pourtant, que des personnages apparaissent, et nous sommes gagnés : Bétia (Denise Mettmer), fine mouche de la terre reconvertie prostituée, qui dissipe avec délice les charmes sulfureux de la volupté.

Et puis, surtout, Ruzzante lui-même, héros amoureux qui, à travers la guerre, la famine et le sort mauvais, ne cherche que la paix. Matois et veule devant le danger, balourd et naïf devant la femme convoitée, Jacques Pieller compose un personnage surprenant, tout en rupture physique et instinctive. D'un cri, d'un mot, d'une grimace, il conquiert le public, son complice. Autour de lui, l'espace se modèle. En un geste, en un silence, il marie le burlesque et le tragique. Ne le manquez pas. Voici un comédien qui n'a pas fini de nous éblouir...

Didier MEREUZE

• *Théâtre de la Planchette : Villeneuve-d'Ascq (jusqu'au 10) ; Aulnoye-Aymerie (le 14) ; Lens (le 17) ; Condé-sur-Escaut (le 21) ; Faches-Thumesnil (le 23) ; Denain (le 25) ; Avion (le 2 mai).*

On recherche

(Service culturel gratuit)

Militant socialiste, adhérent d'une association de défense de l'environnement, recherche documents, livres, études, témoignages sur les problèmes de récupération et de recyclage des déchets plastiques industriels et domestiques. S'adresser : M. Duval, 9, rue de la Jasse, 13310 Saint-Martin-de-Crau.



Mercredi 8, à 20 h 30, sur FR3, Lana Turner et Efrem Zimbalist : *Par l'amour possédé.* (Photo Interpress)

Mardi 7 avril

20 h 30 — Programme d'actualité électorale.
A l'heure où nous mettons sous presse, le contenu précis de l'émission n'a pas encore été établi.

21 h 35 — Caméra première. Dans quelques instants.
Téléfilm de Michel Parbot. Avec Daniel Mesguich, Christiane Ludot, Jean Dupouy, Violette Ducasse.
Un ancien correspondant de guerre devient metteur en scène. Tout un programme !

22 h 30 — Questionnaire. Alain Lancelot.

Emission de Jean-Louis Servan-Schreiber. Réal. Arlette François. Psychanalyse de l'électeur français. *L'impact de « la force tranquille », des sondages, du marketing politique. Alain Lancelot, professeur à l'Institut d'études politiques, démonte les mécanismes qui font agir l'électeur.*

20 h 30 — Les dossiers de l'écran. Autopsie d'un sacrifice.
Enquête d'Allain Bougrain-Dubourg. Réal. Robert Cappa.
Un document sévère sur les abus de l'expérimentation animale.
Débat : la science pourrait-elle se passer de la vivisection ? Avec Mme Cornec, chirurgienne, les docteurs Jacques Benviniste et Pierre Tambourin, chercheurs à l'INSERM ; le docteur Kalmar, vice-président de la Ligue française contre la vivisection, Allain Bougrain-Dubourg, journaliste ; le professeur Jean Bernard, membre de l'Académie française et de l'Académie de médecine, et Brigitte Bardot.

20 h 30 — David et Bethsabée.
Film de Henry King (1951). Avec Gregory Peck et Susan Hayward.
David, le roi d'Israël, remarque un soir la femme de l'un de ses capitaines en train de se baigner. Séduit par le charme de la jeune femme, il la fait venir à lui. Son nom est Bethsabée. L'actrice, c'est la touchante Susan Hayward.

Mercredi 8 avril

19 h 15 — Grand débat. Avec Marie-France Garaud.
Une émission de Jean-Marie Cavada et Patrice Duhamel.
Comme disait une journaliste d'une station de radio : « En regardant l'ex-conseillère de Georges Pompidou et de Jacques Chirac, on est partagé entre le fou-rire et le saisissement. »

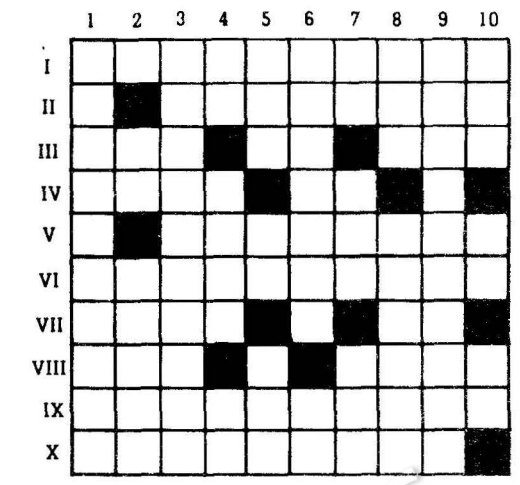
20 h 30 — Football. Sochaux-AZ 67 Alkmaar.
Coupe de l'UEFA, demi-finale aller.
Réal. Lucien Gavinet.

22 h 15 — La rage de lire.
Emission de Georges Suffert. Réal. J.-P. Barizien. « Guerre et paix ». Avec Gérard Chaliand, universitaire et journaliste, François Valentin : *Une politique de défense pour la France* (Calmann-Lévy) ; L. Ribadeau-Dumas ; Christian Schmidt, membre de l'Institut de polémologie (qui se consacre à l'étude de la guerre) : *Géostratégie et économie mondiale* (Documentation française) ; Philippe Simonnot : *Mémoire adressé à Monsieur le premier ministre sur la guerre, l'économie et autres passions qu'il s'agit de gouverner* (Seuil).

21 h 30 — Grand stade au féminin.
Emission de Robert Chapatte et Jean-René Vivet.
Le relai 4 × 100 mètres ; Martine de Cortanze, une motocycliste ; les panthères roses en parachute ; le sport, les femmes et la prison : reportage de Katia D. Kaup et Chantal Lasbats.
Dans la prison de Rennes, 270 femmes ont droit à une heure trente de sport par semaine.

20 h 30 — Par l'amour possédé.
Film de John Sturges (1961). Avec Lana Turner, Efrem Zimbalist, Jason Robards, George Hamilton.
Aux Etats-Unis, dans une petite ville de la Nouvelle-Angleterre... non ce n'est pas Peyton Place. *Julius dirige avec Arthur et Noah le meilleur cabinet juridique de la ville. Mais Julius, rendu impuissant par un accident automobile, voit sa femme se détacher de lui, et sombre dans l'alcoolisme. Un bon mélo des années 1960 comme vous les aimez !*

Mots croisés Par J.-P. Winkel



Horizontalement. — I. Le plus connu des syndicats. - II. Comme des professions de foi péniblement récitées. - III. L'une des réponses à un référendum. Grâce à lui, tout devient possible. Forme d'avoir. - IV. Divise par dix. Possessif. - V. Mis en panne. - VI. Peut être européenne. - VII. Déclaration, mais pas d'impôts. Deux, mais pas en arabe. - VIII. Plante familière aux Flamands. Dépose son bulletin de façon désordonnée. - IX. Les lois doivent l'être par le Parlement. - X. Les Romains les utilisaient pour payer leurs impôts.

Verticalement. — 1. Ces luttes améliorent la condition ouvrière. - 2. Voyelles. Cette race se laisse endormir par les beaux discours. - 3. Ils sont souvent précédés par un puissant battage. - 4. Préfixe indiquant le dedans. Début de l'immunité. Copulative. - 5. Vaut l'envers. C'est une forme de pouvoir. Superficie agraire. - 6. Donnant la vie. L'inverse d'un participe gai. - 7. Grand-route. Recueil amusant. Jamais vieux. - 8. Voyelles. De midi à midi, dans un hôtel. - 9. Elles sont nombreuses pour saboter la campagne de Mitterrand. - 10. Levant. Personnel. Le précédent à l'envers.

SOLUTION DU NUMERO PRECEDENT

HORIZONTALEMENT. — I. Présidence. - II. Recessions. - III. Obole. Nues. - IV. Gelées. - V. On. Ls. - VI. Angélique. - VII. Moi. Néo. - VIII. Maquisards. - IX. Ahuries. Se. - X. Ei. Ers.

VERTICALEMENT. — 1. Programmas. - 2. Rebé. Noah. - 3. Ecologique. - 4. Sélène. Uri. - 5. Isée. Ii. - 6. Ds. Insee. - 7. Ein. Aq. Asr. - 8. Nous. Unr . - 9. Cne. Leeds. - 10. Esses. Osée.

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« COMBAT SOCIALISTE », 5 jours
« L'UNITÉ », hebdomadaire, le 6e jour
☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

SELECTION RADIO

Mardi 7 avril

FRANCE-CULTURE

20 h 00 — Dialogues. Mariage et relation du couple. Réal. Alain Pollet.
Avec l'historien Jean-Louis Flandrin, *le Sexe en Occident* (Seuil) ; et le sociologue Augustin Barbara.

Mercredi 8 avril

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 — Orchestre national de France. Concert donné au Théâtre des Champs-Elysées. Avec Margaret Price, soprano. Direction : Lorin Maazel. Schubert : « Symphonie inachevée en si mineur » ; Mahler : « Quatrième symphonie avec soprano en sol majeur ».

FRANCE-CULTURE

19 h 30 — La science en marche. Les civilisations extra-terrestres, par l'astronome Avram Hayli. Emission de François Le Lionnais.

Combat
SOCIALISTE

Face aux poursuites de Peugeot

Solidarité avec Séguy

GEORGES SEGUY est assigné, ce mercredi 8 avril devant le tribunal de grande instance de Paris par la société Peugeot qui le poursuit en diffamation.

Le secrétaire général de la CGT avait « *dénoncé publiquement les méthodes patronales* » qui, selon lui, ont conduit au suicide, en février 1980, à l'usine de Sochaux, un responsable syndical cégétiste, Philippe Marchau, âgé de vingt-six ans.

Le bureau confédéral de la CGT appelle les fédérations à faire de mercredi une « *grande journée de lutte contre toutes les atteintes aux libertés* » en décidant des arrêts de travail.

Le secrétaire national du Parti socialiste « *s'élève avec force* » contre cette assignation en justice de Georges Séguy. Dans un communiqué, le Parti socialiste renouvelle également « *sa condamnation des pratiques anti-syndicales de la direction de Peugeot* ».

Alain Krivine, candidat de la Ligue communiste révolutionnaire à l'élection présidentielle, a également apporté son soutien au secrétaire général de la CGT et accuse la direction de la firme automobile d'être « *responsable de la mort* » de Philippe Marchau, membre de la LCR.

Giscard reçoit le peuple... sur invitation

LE concept de « *meeting public* » a été corrigé lundi soir, à Charenton, par Valéry Giscard d'Estaing. Sans carton d'invitation vous ne pouviez pas pénétrer sous le chapiteau. C'est ce que vous expliquait un vigile, courtois, qui ne savait pas où vous pouviez vous le procurer, ni sur quels critères.

Après une bonne heure d'attente, de vérifications multiples, on entre assez tôt pour entendre le maire de Charenton, Alain Griotteray, exhorter le public : « *Il faut oublier un moment tous les sept ans ses problèmes personnels.* »

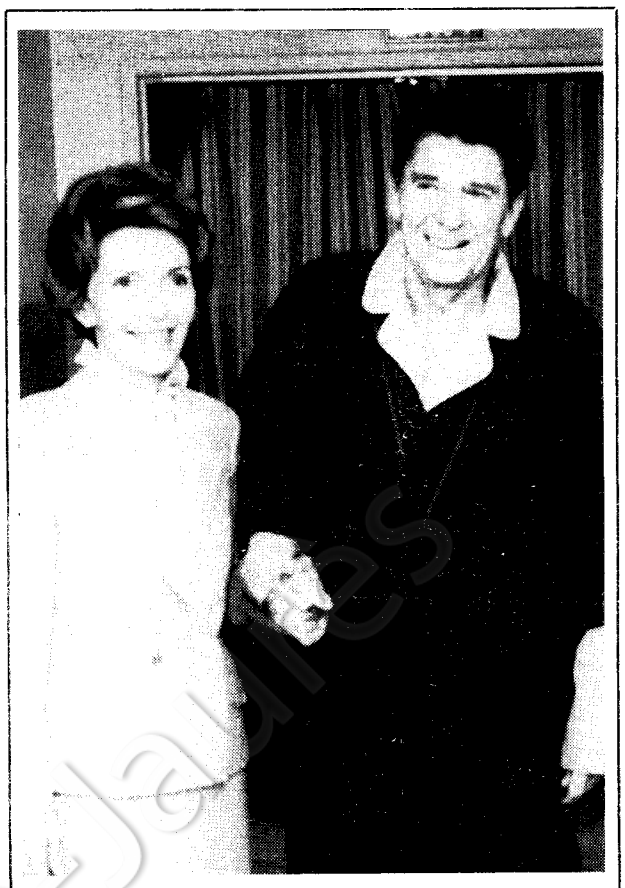
L'invitation ne touchera ni les amis ni le service d'ordre de Giscard qui se pressent autour de l'estrade, en bavardant fort, très fort. Le candidat sortant les tancera du regard plusieurs fois, vaguement inquiet...

Didier Bariani qui se définit en « *homme de gauche, de tradition de gauche* » termine son introduction de bienvenue, tandis que Giscard écrit, fébrile, tout ce qui se dit, histoire de ne pas oublier que, dans le Val-de-Marne, le bruit est une véritable nuisance. Ce qui lui permettra de promettre aux habitants de Charenton l'insonorisation de telle ou telle cité.

Paternaliste, il s'attardera sur le problème du logement des jeunes couples à qui il souhaitera « *trois enfants et plus...* »

Son état-major, en toile de fond, applaudit de temps à autre. Anne-Aymone, les yeux dans le vague, se joint à lui, toujours à contretemps. Pas très convaincue, la première dame de France, pas davantage que son public qui se retirera dès les premières notes de *la Marseillaise*, sans émotion.

Christine MENZAGHI



Inquiétudes pour Reagan

Il est peu probable, comme l'avaient annoncé ses conseillers, que le président Ronald Reagan, que l'on voit ici en compagnie de sa femme puisse quitter l'hôpital à la fin de la semaine. Les médecins qui le soignent se refusent à parler d'infection, mais leurs bulletins de santé font état d'*« infiltrations pulmonaires »* qui les inquiètent. (Photo AP)

Voici Radio Brest-Atlantique

A l'initiative des Jeunesses socialistes, un poste de radio libre va commencer à émettre ce mercredi 8 avril, sur 95-96 MH, dans la région brestoise. Les émissions seront diffusées de 6 heures à minuit. La parole y sera largement donnée aux associations. L'expression culturelle régionale y prendra une grande place. Une quarantaine de jeunes, dont de nombreux étudiants, participent à cette expérience.

On sait que ça ne durera pas longtemps, avoue une responsable ; *il y aura vite une intervention de la police, mais il faut essayer quand même...* » Radio Brest-Atlantique espère pouvoir tout de même tenir assez longtemps pour pouvoir rendre compte du meeting de François Mitterrand à Brest le jeudi 9 avril.

Faites ce geste

Vous le savez, le PS n'a pas les moyens de Giscard. Alors, pour gagner, le PS a besoin de vous. Le geste à faire : renvoyer, avec votre versement, le bon qui figure ci-dessous.

Ce geste-là, si vous êtes nombreux à le faire, peut avoir une influence décisive sur l'issue de notre combat.
Le Parti socialiste compte sur vous.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse : ..... F

Chèque au nom de « Pierre Joxe - campagne présidentielle du Parti socialiste », 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

BREF

Suicide au téléphone

UN homme de quarante-sept ans s'est donné la mort à Caen, dans le Calvados. Sans travail depuis quelque temps, il était aussi en instance de divorce. Il était seul et c'est seul qu'il a voulu mourir. Mais il lui fallait encore expliquer les raisons de son geste. Il est donc allé dans une cabine téléphonique, et a composé le numéro de Police secours pour expliquer son geste : « *J'en ai marre. Je n'en peux plus. Je n'ai plus de travail. Je vis seul. Je vais me tirer une balle dans la tête.* » A l'autre bout du fil, le brigadier de service essaie de faire durer la conversation en même temps qu'il envoie des voitures pour tenter de repérer le désespéré. Au bout de quelques minutes, le policier entend une détonation suivie d'un faible cri : l'homme s'est donné la mort. On le retrouvera un peu plus tard, recroquevillé sur le plancher de la cabine publique.

Cela se passait dans la nuit de vendredi à samedi. Il était un peu plus de une heure du matin et le malheureux n'avait trouvé personne d'autre pour se confier que le permanent de Police secours. Samedi dernier, le chômage aura donc fait une nouvelle victime.

• **Le groupe verrier britannique** Pilkington Brothers vient d'annoncer son intention de supprimer dans l'année 1 100 emplois sur un effectif de 20 000 personnes. En 1980, le groupe avait déjà procédé à une réduction de 2 000 emplois.

• **Diego Maradona**, l'attaquant de Boca juniors et de l'équipe d'Argentine, a été élu lundi soir « meilleur footballeur 1980 du continent américain » par un jury composé, à l'initiative de la revue *El Grafico*, de journalistes spécialisés représentant tous les pays du continent américain, Canada et Etats-Unis compris.

• **La cour d'appel de Paris** rendra le 18 mai son arrêt dans l'affaire mettant en cause les deux éducateurs de prison, condamnés à quatre mois avec sursis pour « *transmission irrégulière de correspondance entre deux détenus* » de la prison de Fleury-Mérogis (Essonne). Ceux-ci, Philippe Pottier et Hélène Crie, s'étaient vu condamner, le 16 décembre, par le tribunal correctionnel d'Evry. *(Voir* Combat socialiste *du 4 avril.)* Les défenseurs des deux prévenus ont plaidé lundi la relaxe, invoquant la difficulté — en l'absence de règles précises — de la profession d'éducateur de prisons, « *la mal aimée et la mal comprise de l'administration pénitentiaire* ».

L'Espagne réclame le «Guernica» de Picasso

UN diplomate et un avocat espagnols viennent de partir aux Etats-Unis avec mission de récupérer le célèbre *Guernica* de Pablo Picasso, une toile inspirée par le bombardement de la vieille cité basque par des pilotes allemands alliés au général Franco en 1937. Cette toile avait été peinte en France, pays de résidence du maître andalou, puis vendue à des représentants du gouvernement républicain en exil avec la condition qu'elle ne serait pas rapportée en Espagne avant le rétablissement de la démocratie. Entretemps, fuyant la Deuxième Guerre mondiale, *Guernica* avait été confiée au musée d'Art moderne de New York.

Cinq ans et demi après la mort de Franco, l'Espagne monarchique mais démocratique estime qu'il est temps de récupérer ce tableau, au moment où elle s'apprête à célébrer le centième anniversaire de la naissance du peintre. Le gouvernement de Madrid a déjà fait savoir qu'il espérait que l'affaire sera classée d'ici à l'été prochain et l'œuvre installée au musée du Prado.

• **Le corps mutilé** d'une femme a été découvert ce mardi matin dans le bois de Vincennes par un employé de la ville de Paris. Une partie du corps se trouvait dans une caisse et l'autre dans un sac en plastique. D'après les premières constatations, la mort remonterait à plusieurs jours.

• **Les deux meurtriers présumés** d'un garagiste toulousain découvert, le 31 mars ont été écroués dimanche soir à la maison d'arrêt de Toulouse, en Haute-Garonne.

SOCIETE D'EXPLOITATION
L'Entreprise
JEAN ET HUILLIER s.a.
Travaux Publics et Routiers
Siège Social :
Les Pras, PIZANÇON B. P. 30
26300 BOURG-DE-PEAGE ☎ (75) 70.17.96